

# RAPPORT ANNUEL 2007



## SOMMAIRE

Profil	3
Message du Directeur Général	4
Dates clés	6
Repères	7
Chiffres clés	8
La Gouvernance	10
Sonasis et ses Actionnaires	14
La Stratégie	20
Les Activités	24
Responsabilité Sociale	36
Eléments Financiers	42

## Un acteur majeur du secteur du BTP

Sonasis, c'est plus de 900 collaborateurs, 6 milliards de chiffre d'affaires, N°1 dans l'industrie du bâtiment au Maroc avec plus d'un million de tonnes de capacité de production.

Leader sidérurgique marocain sur les produits longs (rond à béton & fil machine) avec 75,8% de part de marché, Sonasis se positionne comme un acteur majeur du secteur BTP, activité en pleine mutation.

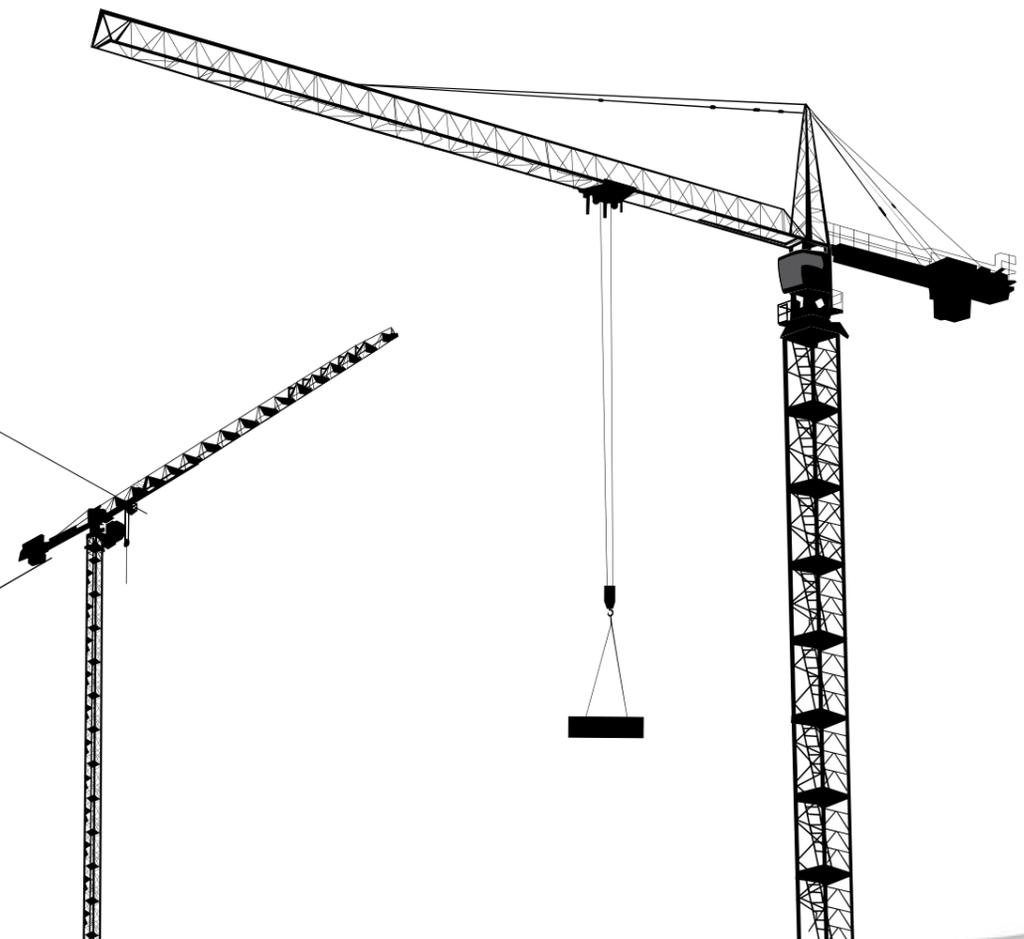
Face aux enjeux de la mondialisation et de la libéralisation croissante des échanges commerciaux, Sonasis poursuit son développement à travers la mise à niveau de son outil industriel, une politique commerciale de proximité, la sécurisation de l'approvisionnement en matières premières.

Avec la gamme la plus complète sur le marché, Sonasis garantit la disponibilité et la qualité du produit fini selon les normes établies afin de répondre à la forte demande du secteur.

Sonasis se positionne également sur le marché des armatures industrielles à travers sa filiale Longometal Armatures, leader marocain dans son domaine.

Le partenariat conclu en 2006 entre ArcelorMittal & SNI représente pour Sonasis une opportunité de développement et de synergies.

Véritable référence dans son domaine et consciente de sa responsabilité vis-à-vis de la société, Sonasis se distingue ainsi à travers son engagement citoyen au niveau régional, à travers une démarche basée sur la promotion de l'investissement, la création d'emplois et la protection de l'environnement.



## MESSAGE DU DIRECTEUR GENERAL

L'économie marocaine continue de croître à un rythme soutenu. Parmi les principaux moteurs de la croissance, le secteur de la construction occupe une place privilégiée. La mise à niveau urbanistique impulsée par l'Etat poursuit son ascension axée sur une politique ambitieuse au niveau régional. L'impact est indéniable au niveau de l'ensemble de la filière des matériaux de construction.

En effet, la consommation d'acier a connu une croissance de 11,8% en 2007, profitant ainsi de l'excellente conjoncture du BTP. Dans un contexte de démantèlement douanier et d'une concurrence de plus en plus vive, Sonasid, forte de ses atouts historiques et actuels, a consolidé son leadership sur le marché du rond à béton en s'adaptant à la forte demande du secteur du BTP.

Sur le plan industriel, le laminoir de Nador va finaliser en 2008 son programme ambitieux visant l'extension de sa capacité de production ainsi que la modernisation totale de ses équipements et de ses procédés. La production a connu une hausse de 5,4% en 2007 par rapport à 2006 représentant un nouveau record depuis le démarrage du laminoir en 1984.

Le laminoir de Jorf Lasfar a connu une hausse significative de sa production dépassant pour la première fois le seuil des 400 000 tonnes.

L'aciérie électrique a, quant à elle, enregistré une croissance de sa production de 63% par rapport à 2006. 2007 a été l'année de confirmation de sa progression et de l'atteinte des performances attendues.

Nos ventes ont connu une croissance significative en 2007 et ce, malgré l'intensification du paysage concurrentiel. Une performance obtenue grâce notamment à l'augmentation de nos capacités de production mais également par une politique commerciale axée sur une couverture nationale maximale et un renforcement des relations avec les clients. Avec une gamme de produits la plus complète sur le marché, Sonasid dispose aujourd'hui de 100 000 tonnes de stock disponible dans tous les diamètres. Une démarche qui nous permet de répondre, en terme de disponibilité et de qualité, à la demande du marché local.

Nous comptons également nous positionner sur un nouveau segment de croissance, celui de l'armature bâtiment, un marché porteur et appelé à se développer.

Notre politique tarifaire a eu pour effet de réduire considérablement les importations, en réduisant ainsi l'impact des hausses successives du prix des matières premières du marché international, au bénéfice du client.

Avec notre adossement au leader mondial ArcelorMittal, Sonasid a profité d'une expertise dans tous les domaines. Nos objectifs seront plus facilement atteints grâce aux multiples synergies possibles avec le Groupe ArcelorMittal, notamment en matière d'achat de consommables stratégiques, de ferraille, de billettes... Cette démarche a pour objectif de sécuriser nos approvisionnements en matières premières et consommables et d'en réduire les coûts.

En terme de résultats financiers, le chiffre d'affaires 2007 a connu une forte croissance atteignant les 6,3 milliards de dirhams. Les résultats financiers ont été satisfaisants au niveau du résultat d'exploitation, du résultat courant et du résultat net (+ 22% par rapport à 2006).

En 2007, Sonasid s'est inscrite dans la démarche de mise en œuvre des normes comptables IFRS. Une mobilisation sans faille et un travail en équipe de nos financiers ont permis de publier les comptes 2007 en Full IFRS.

Le domaine des ressources humaines a fait l'objet d'un intérêt particulier avec la poursuite de la mise en adéquation des ressources avec les objectifs stratégiques, et de l'adaptation de l'organisation à la nouvelle configuration de l'actionariat de l'entreprise. Formation, gestion des compétences, recrutement, motivation, évaluation des performances, gestion de carrières, gestion des hauts potentiels, sont autant de chantiers lancés pour la valorisation de notre capital humain.

Les efforts entrepris dans les différents domaines ont permis à Sonasid de renouveler les certifications déjà acquises. En 2007, l'accent a été mis sur la Sécurité et la Santé au sein de l'entreprise. L'atteinte de l'objectif zéro accident est aujourd'hui un défi quotidien et la priorité de Sonasid. Elle nécessite l'engagement et l'implication de l'ensemble du personnel.

Soucieuse du respect de l'environnement dans la conception et la conduite des projets industriels et afin de sécuriser sa forte dépendance énergétique, Sonasid a conclu un partenariat avec Nareva pour le développement d'un parc éolien de 50MW. Il s'agit d'une étude de faisabilité technico-économique à l'issue de laquelle Nareva procédera à la construction d'un parc éolien dont la mise en service est prévue en 2009.

Enfin, fidèle à son habitude, Sonasid a participé à des opérations importantes de mécénat culturel et social, à travers plusieurs fondations.

La croissance du secteur du BTP devrait se poursuivre dans un environnement de plus en plus ouvert. Dans un tel contexte, Sonasid continuera à satisfaire un marché plus demandeur tout en garantissant la disponibilité et la qualité du produit fini.

**ROBERT ENGEL**  
DIRECTEUR GENERAL

## Dates clés

### 2006

- Réussite du 1<sup>er</sup> audit de suivi de certification QSE intégrée et certification NM des produits FeE400 NS et FeE500S produits par les laminoirs de Nador & Jorf Lasfar
- Certificat de conformité aux référentiels NM 00.5.801 du Système de Management de la Santé et de la Sécurité au Travail et NM ISO 14001 du Système de Management de l'Environnement
- Premier Prix National Sécurité au Travail et Premier Prix national d'Encouragement Qualité dans les catégories « Grandes Entreprises »
- Conclusion du partenariat stratégique entre Arcelor et SNI pour le développement de Sonasid
- Transfert des participations respectives dans le capital de Sonasid à une société holding NSI « Nouvelles Sidérurgies Industrielles »
- Rapprochement entre Arcelor et Mittal Steel donnant naissance au Groupe ArcelorMittal, N°1 de l'acier

### 2005

- Démarrage de l'aciérie électrique de Jorf Lasfar
- Certification de conformité au référentiel NM 00.5.801 du Système de Management de la Santé et de la Sécurité au Travail
- Certification NM ISO 14001 du Système de Management de l'Environnement
- Augmentation de la participation de Sonasid dans le capital de Longometal Armatures à 92%

### 2007

- Réalisation du projet CTI du Site Nador
- Réussite du 2<sup>ème</sup> audit de suivi de certification QSE intégrée
- Certificat de conformité aux référentiels NM ISO 9001, NM ISO 14001 et NM 00.5.801
- Publication des comptes en normes IFRS
- Conclusion du partenariat Sonasid /Nareva pour la création du parc éolien de 50 MW
- Journée internationale Santé & Sécurité avec ArcelorMittal
- Lancement de l'appel d'offres pour la mise en place de SAP

### 2004

- Certification NM (Normes Marocaines) du rond à béton de Jorf Lasfar

### 2003

- Certification ISO 9001 version 2000
- Lancement de la TPM à Nador et à Jorf Lasfar
- Signature des principaux marchés relatifs à l'aciérie électrique

### 2002

- Démarrage du nouveau laminoir de Jorf Lasfar
- Lancement du projet de l'aciérie électrique de Jorf Lasfar

### 2001

- Certification ISO 9002 du site de Nador
- Certification NM des produits FeE400 non soudable et Fe500 soudable

### 2000

- Lancement des travaux de réalisation du laminoir de Jorf Lasfar

### 1998

- Acquisition de Longometal Industries

### 1997

- Cession par l'Etat de 62% du capital de Sonasid à un consortium d'investisseurs institutionnels pilotés par la SNI

### 1996

- Introduction de 35% du capital en bourse et démarrage de Longometal Industries à Casablanca

### 1991

- Libéralisation des importations

### 1984

- Démarrage de la production du laminoir de Nador

### 1974

- Création de Sonasid par l'Etat marocain



## Repères

Sonasid a été créée par l'Etat marocain en 1974 avec l'ambition de créer une sidérurgie complètement intégrée depuis la production de minerai à Ouxane (Nador). Les études technico-économiques menées ont abouti à l'opportunité d'un simple laminoir avec intégration progressive en amont. C'est ainsi que fut lancé le premier maillon d'une sidérurgie nationale dédiée au secteur de la construction.

La production de ronds à béton et fil machine a démarré avec le laminoir de Nador, en mars 1984, allant progressivement de 420 000 tonnes à 600 000 tonnes par an.

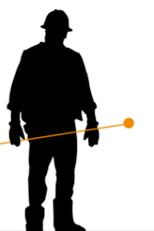
En 1996, Sonasid introduit 35% de son capital en bourse et, en 1997, l'Etat cède 62% du capital à un consortium d'investisseurs institutionnels piloté par la SNI.

Pour faire face aux nouvelles contraintes du marché et aux impératifs de compétitivité, Sonasid a démarré, en juillet 2002, un nouveau laminoir à Jorf Lasfar qui atteint aujourd'hui une production annuelle de 400 000 tonnes.

En 2003, Sonasid s'est lancée dans l'ambitieux projet d'une aciérie électrique, qui s'est concrétisé à Jorf Lasfar en août 2005 pour assurer la production de la billette, matière première pour les laminoirs.

L'année 2005 marque également l'augmentation de capital de Sonasid dans Longometal Armatures à hauteur de 92%.

Enfin, le 3 mars 2006, l'accord de partenariat entre ArcelorMittal et SNI a été conclu pour le développement de Sonasid.



## Chiffres clés

# 6,3

milliards de DH de chiffre d'affaires

# 1 005 292

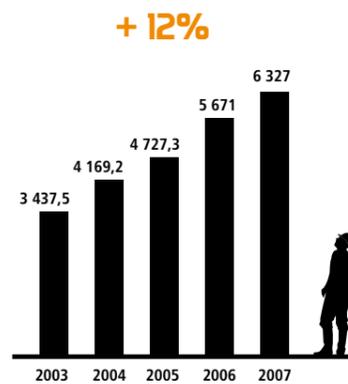
tonnes vendues

# 75,8%

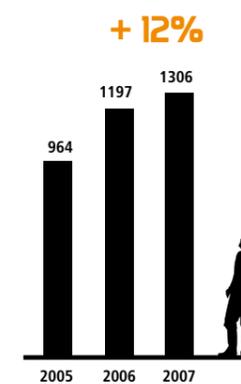
de part de marché locale



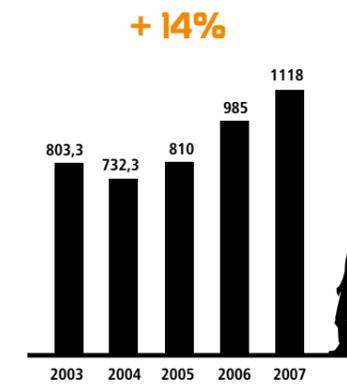
### Chiffre d'affaires (en mdh)



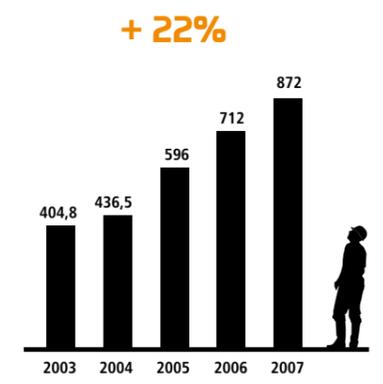
### EBITDA (en mdh)

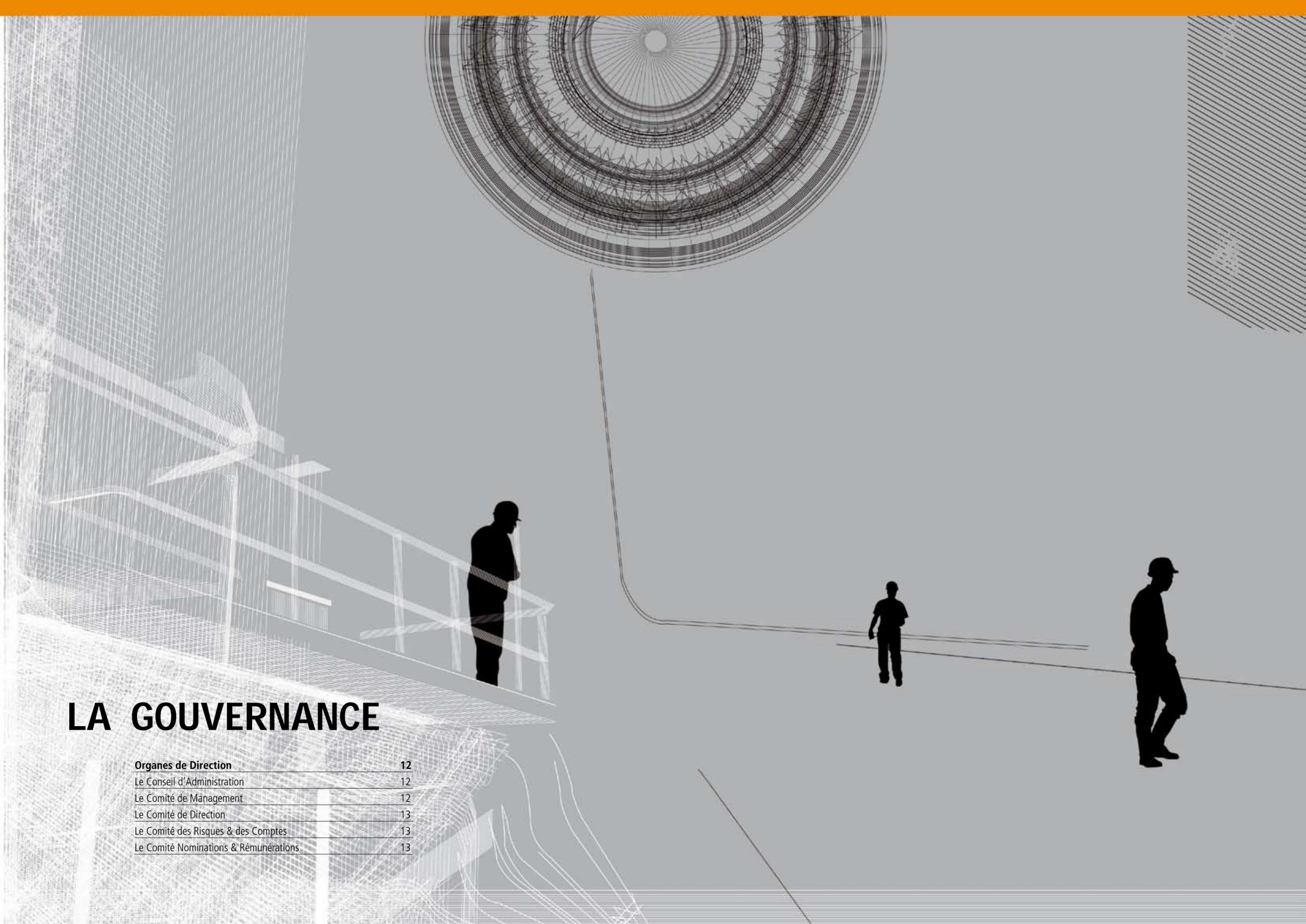


### Résultat d'exploitation (en mdh)



### Résultat net (en mdh)





# LA GOUVERNANCE

<b>Organes de Direction</b>	<b>12</b>
Le Conseil d'Administration	12
Le Comité de Management	12
Le Comité de Direction	13
Le Comité des Risques & des Comptes	13
Le Comité Nominations & Rémunérations	13

## ORGANES DE DIRECTION

### Conseil d'Administration au 17 Mars 2008

M. Abdelouahab BEN SARI	Président du Conseil d'Administration
M. Hassan BOUHAMOU	Administrateur
M. Saïd BENDIDI	Administrateur
M. Philippe FIEVEZ	Administrateur
M. Richard COMFORT	Administrateur
M. Vijay GOYAL	Administrateur
MME Evie ROOS	Administrateur
M. Juan KESSLER	Administrateur
M. Christophe MONNOT	Administrateur
M. Robert ENGEL	Administrateur
ATTIJARIWAFABANK Représentée par M. Mohamed EL HAMIDI EL KETTANI	Administrateur
MUTUELLE CENTRALE MAROCAINE D'ASSURANCE Représentée par M. Rachid GUESSOUS	Administrateur
RMA WATANYA Représentée par M. Azeddine GUESSOUS	Administrateur
CAISSE INTERPROFESSIONNELLE MAROCAINE DE RETRAITE Représentée par M. Khalid CHEDDADI	Administrateur

### Comité de Management

M. Abdelouahab BEN SARI	Président du Conseil d'Administration
M. Robert ENGEL	Directeur Général
M. Tarafa MAROUANE	Directeur Général Adjoint
M. Christophe MONNOT	Directeur Commercial

**Missions :** suivre l'activité mensuellement par rapport au budget. S'assurer de la bonne application de la stratégie et des politiques définies par le Conseil d'Administration. Préparer les décisions à soumettre au Conseil d'Administration.

**Périodicité :** mensuelle

### Comité de Direction

M. Robert ENGEL	Directeur Général
M. Tarafa MAROUANE	Directeur Général Adjoint
M. Christophe MONNOT	Directeur Commercial
M. Nacer BOUIMADAGHENE	Directeur des Ressources Humaines & QSE
M. Nasreddine AZZAM	Directeur Financier
M. Saïd EL HAJJOUJI	Directeur des Systèmes d'Information
M. Mehdi MALIKI	Directeur de l'Acierie Electrique
M. Amine ALAOUI EL AOUFOUSSI	Directeur du Laminoir de Jorf Lasfar
M. Mohamed HOUSSAINI	Directeur du Laminoir de Nador
M. Mohamed MOUKASSI	Directeur Développement ,Travaux neufs et Cellule d'amélioration continue

**Missions :** analyser toute l'activité opérationnelle de l'entreprise. Dans ce cadre, il prend des mesures ad hoc dans les trois domaines suivants : ventes, production et achats. Il analyse la conjoncture nationale et internationale et son impact sur l'activité de la société. Il prépare les Conseils d'Administration, les Comités de Stratégie, Nominations & Rémunérations.

**Périodicité :** mensuelle

### Comité des Risques & des Comptes

**Missions :** statuer sur l'ensemble des sujets pouvant affecter les comptes et les risques. Dans ce cadre, il définit la méthode d'établissement et d'arrêt des comptes sociaux et consolidés ainsi que la méthodologie de détermination des provisions.

Il examine les comptes annuels et semestriels et le reporting complet des risques. Il assure la cohérence et la pertinence des mécanismes mis en place pour le contrôle interne des procédures, des risques et de la déontologie. Il statue enfin sur la qualité des travaux réalisés par les commissaires aux comptes et juge de leur indépendance.

**Périodicité :** semestrielle

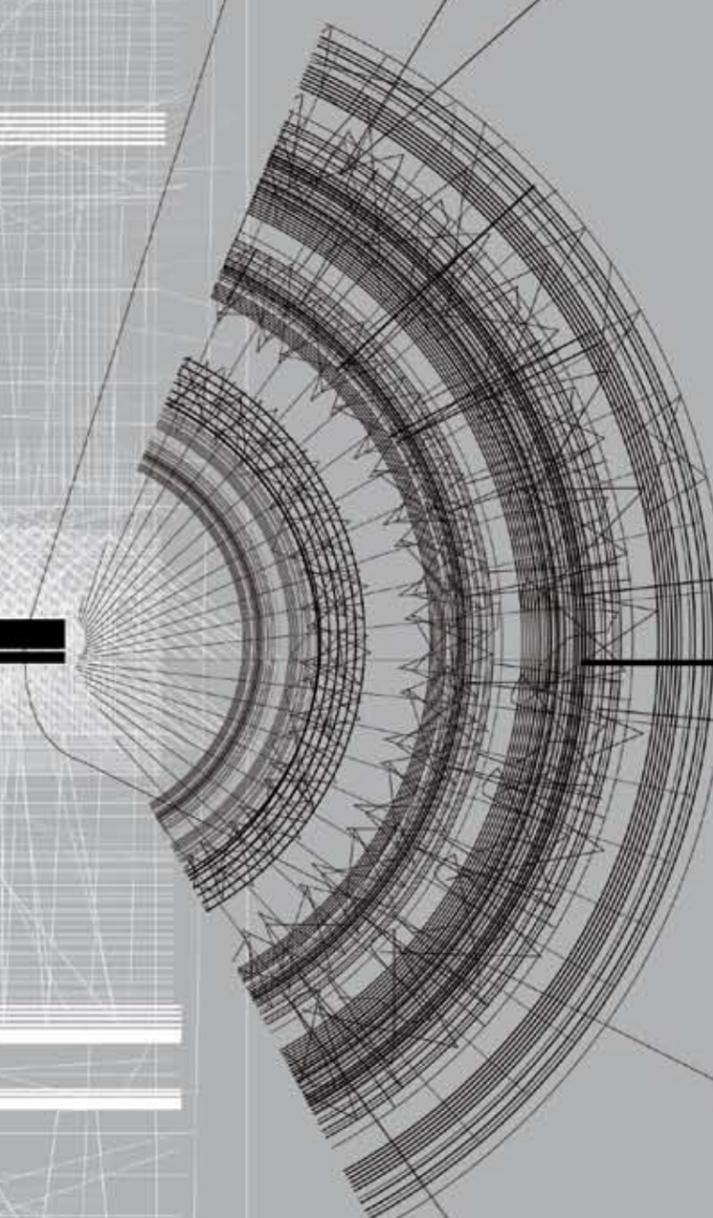
### Comité Nominations & Rémunérations

**Missions :** statuer sur la politique de rémunération et de gestion des ressources humaines. Il définit les conditions de la rémunération globale du personnel, élabore la politique des avantages pour les salariés, définit le plan de succession pour les postes clés de la société, gère les hauts potentiels et réfléchit sur la politique de formation. Il étudie l'évolution de la masse salariale et de l'équité interne.

**Périodicité :** semestrielle

# SONASID ET SES ACTIONNAIRES

<b>ArcelorMittal &amp; SNI coactionnaires de Sonasid</b>	<b>16</b>
Un partenariat stratégique	16
Repères	16
<b>Indicateurs</b>	<b>18</b>
Actionariat	18
Ratios financiers	18
Indicateurs boursiers	18
Performances comparées de Sonasid et du MASI en 2007	19
Performance et politique de distribution	19
Application des normes IFRS	19

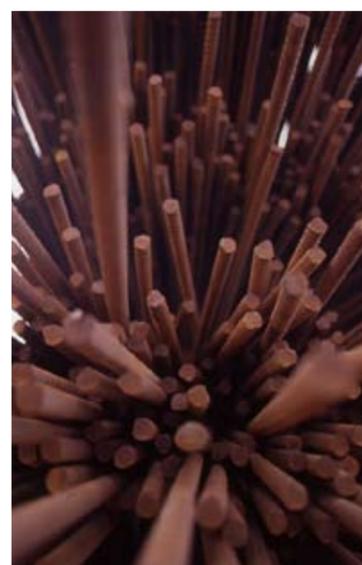


## ARCELORMITTAL ET SNI, COACTIONNAIRES DE SONASID

### Un partenariat stratégique

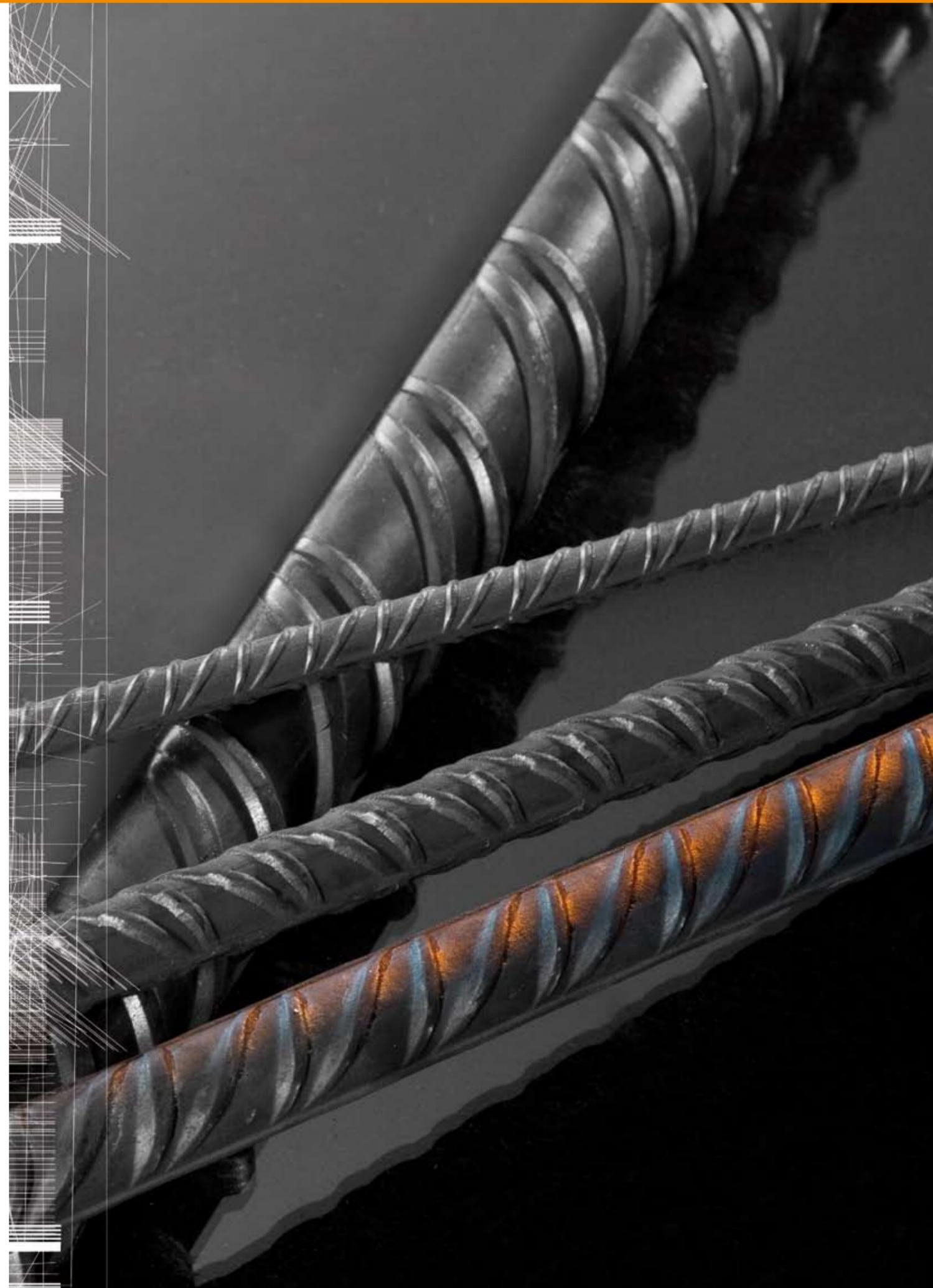
Sonasid a connu un fait marquant celui de son adossement au leader mondial ArcelorMittal. En 2006, l'accord de partenariat ArcelorMittal/SNI a été conclu pour le développement de Sonasid. Arcelor, SNI et les autres actionnaires de référence (MAMDA-MCMA, Axa Assurances Maroc, RMA Watanya, CIMR et Attijariwafabank) ont transféré le 31 mai 2006, leurs participations respectives dans capital de Sonasid à une société holding NSI « Nouvelles Sidérurgies Industrielles ». Cette société détient désormais 64,85% du capital de Sonasid, capital réparti à 50/50 entre Arcelor et le groupe d'actionnaires marocains conduit par SNI.

Cet accord repose sur la consolidation et le développement de la position de Sonasid sur le marché marocain, et de la faire bénéficier de transferts de technologies et des compétences d'Arcelor dans le secteur des produits longs. Un des grands volets de synergie avec le Groupe concerne l'approvisionnement de la matière première et des achats des grands consommables.



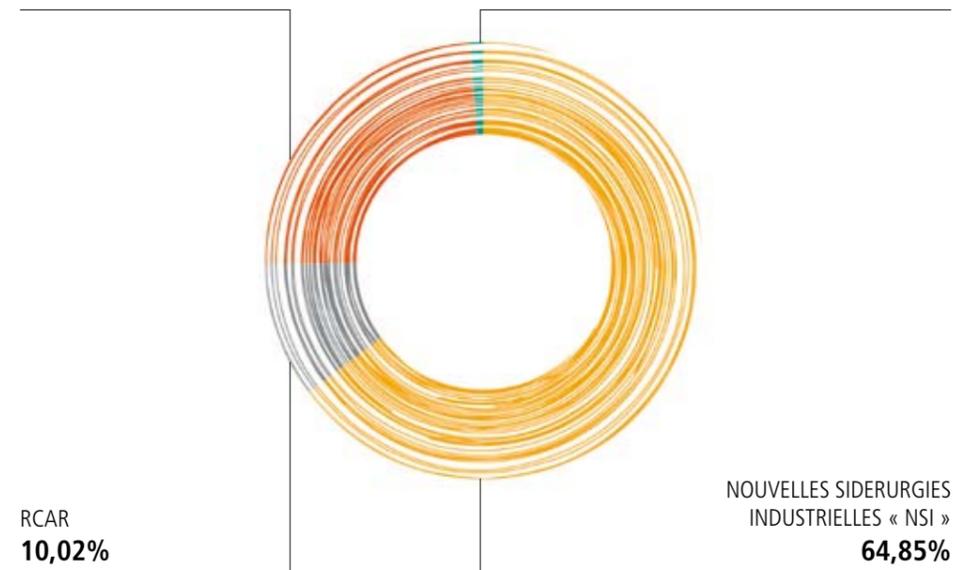
### Repères

- Premier Groupe sidérurgique mondial implanté dans 27 pays et comprenant 330 000 collaborateurs dans 60 sites de production
- 19,4 milliards de dollars d'EBITDA en 2007
- Une capacité de production de 116 millions de tonnes
- Leader sur tous les principaux marchés mondiaux : automobile, construction, électroménager et emballage
- Réseau de distribution inégalé et un approvisionnement considérable en matières premières



## INDICATEURS

## Actionnariat Sonasid au 31.12.07

DIVERS PORTEURS  
24,91%MAMDA/MCMA  
0,22%

## Ratios Financiers

(MDH)	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
ROE	18,8%	20,0%	18,7%	26,2%	31,4%	32%	33%
RCE	56,2%	55,2%	58,3%	35,7%	27,1%	28%	28%
Béné/action	75,1	93,8	103,8	111,91	152,9	182,6	223,54
CF/Action	111,2	148,9	198,4	174,3	139,5	44,57	236,61
Div/Action	55	65	65	80	90	100	434
Cours au 31/12	505	526	775	786	1085	2 072	2980
PER	6,7	5,6	7,5	7	7,1	11,3	13,33
Cours/(C.F./Action)	4,5	3,5	3,9	4,5	7,8	46,49	12,59

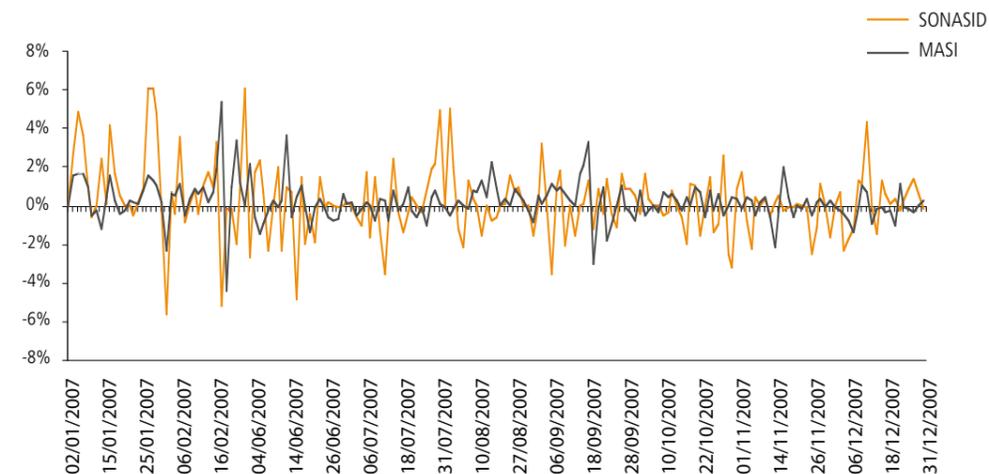
## Indicateurs boursiers

Au 31 décembre	2006	2007
Nombre d'actions en circulation	3 900 000	3 900 000
Capitalisation boursière (Mdh)	8 080 800 000	11 622 000 000
<b>Cours cotés de l'action (Dhs)</b>		
Cours le plus haut	2 500	3 009
Cours le plus bas	1 080	2 708
Au 31 décembre	2 072	2 980
Dividende ordinaire par action (DH)	100	279
Dividende exceptionnel par action (DH)	-	155

## Une forte progression du cours de bourse en 2007

Le titre de Sonasid a connu une performance boursière à la mesure de ses résultats. Le cours de Sonasid s'établit à 2 980 DH au 31 décembre 2007 avec une appréciation de 43,82% par rapport à 2006.

## Performances comparées de Sonasid et du MASI en 2007



## Performances et politique de distribution

La distribution proposée pour l'exercice 2007 et soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 14 Mai 2008 représente un versement d'un dividende ordinaire de 279 DH par action soit un montant de 1 088,1 MDH et d'un dividende exceptionnel de 155 DH par action, soit un montant de 604,5MDH pour l'exercice 2007.

Le montant de la distribution résulte de la bonne performance de Sonasid au cours de l'exercice 2007 dans un contexte économique national en plein essor.

## Application des normes IFRS

Pour la publication des états financiers consolidés, le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) a retenu l'exercice clos au 31 décembre 2007 comme date butoir pour la mise en œuvre complète des normes IFRS. Règles comptables qui visent à faire converger les normes comptables internationales vers un modèle unique, favorisa les comparaisons économiques entre entreprises au niveau mondial.

Ainsi, les états financiers devront être compréhensibles immédiatement par les utilisateurs, pertinents pour les besoins de prises de décisions, fiables et comparables dans le temps.

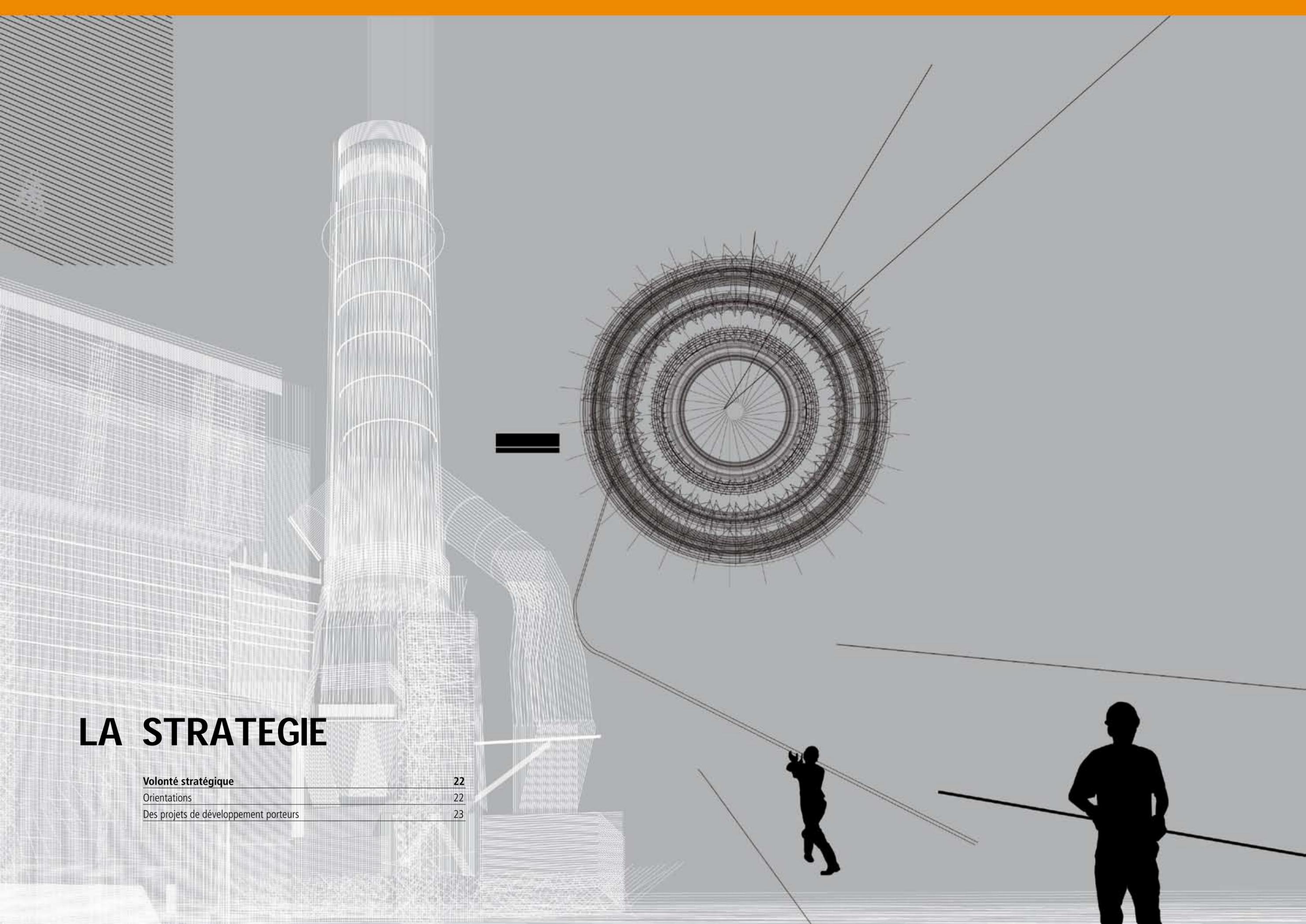
Deux nouveaux principes sont ajoutés :

- Prééminence de la substance économique sur l'apparence juridique : Les comptes doivent donner une image fidèle de l'entreprise et de son patrimoine.
- L'importance relative : Une information ne doit figurer dans l'annexe que si elle peut influencer sur les choix futurs des utilisateurs.

Ainsi, dès 2006, Sonasid s'est inscrite dans cette démarche de mise en œuvre des normes comptables IFRS pour davantage de transparence et une meilleure comparaison des sociétés cotées selon un même référentiel commun. La première publication des comptes consolidés du groupe Sonasid a eu lieu en septembre 2007 pour les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2007. En mars 2008, le groupe Sonasid a publié les états financiers consolidés en Full IFRS pour l'arrêté au 31 décembre 2007.

# LA STRATEGIE

Volonté stratégique	22
Orientations	22
Des projets de développement porteurs	23



### Volonté stratégique

Premier opérateur sur le marché national, Sonasid évolue dans une tendance haussière du secteur du BTP. Une activité en pleine mutation nécessitant une adaptabilité à la flambée de la demande du marché où l'ensemble des professionnels des matériaux de construction se doit d'adopter une stratégie structurante. Moteur de croissance pour le Maroc, le secteur de la construction poursuit son essor dopant les investissements dans un environnement marqué par la libéralisation du secteur.

Sonasid a ainsi poursuivi sa politique de développement et de mise à niveau. Modernisation de son outil industriel, augmentation des capacités de production, sécurisation de l'approvisionnement en matières premières. Disponibilité et qualité des produits finis sont les maître-mots de sa politique commerciale. Une stratégie qui lui permet de maintenir sa position de leader et de continuer à satisfaire le marché local au meilleur coût.

### Orientations

- Maintenir le positionnement de Sonasid en tant qu'entreprise sidérurgique leader sur son marché domestique et pleinement active au plan régional
- Développer les capacités de production pour répondre à la demande d'un marché national en plein essor
- S'adapter à un marché en pleine mutation en assurant la disponibilité et la qualité du produit fini
- Sécuriser les sources d'approvisionnement en matières premières et en énergie
- Industrialiser les armatures du bâtiment et des travaux publics
- Garantir la sécurité de toutes les parties prenantes
- Valoriser le capital humain
- Pérenniser la croissance et la rentabilité



### Des projets de développement porteurs

Afin de réduire le coût d'approvisionnement énergétique et contribuer au développement durable, l'opportunité d'un investissement dans l'énergie éolienne est à l'étude avec Nareva. Les relevés topographiques, les études d'évaluation du productible du gisement, les mesures du profil du vent et études d'impact environnemental sont entamés. Le recours à cette source d'énergie renouvelable revêt un caractère stratégique dans un contexte où l'entreprise est confrontée à des prix énergétiques élevés et une croissance annuelle de 8% de la demande en électricité au niveau national.

Concernant le projet de production de chaux industrielle à Ben Ahmed, le business plan est en cours d'analyse. Cette nouvelle unité de production assurera une chaux de très bonne qualité et à prix compétitif compte tenu de la proximité de Ben Ahmed par rapport à Jorf Lasfar.



# LES ACTIVITES

<b>Environnement Economique</b>	<b>26</b>
Vigueur de la demande mondiale d'acier et croissance de la production chinoise	26
Un marché national en pleine mutation	26
<b>Performances Commerciales</b>	<b>28</b>
Couverture nationale maximale	28
Forte croissance des ventes	28
Disponibilité du produit finis et qualité	29
L'armature bâtiment, un nouveau segment de croissance	29
Les ambitions de la politique commerciale 2008	29
<b>Performances de Production</b>	<b>30</b>
Laminoin de Nador	30
Laminoin de Jorf Lasfar	31
L'aciérie électrique de Jorf Lasfar	32
Longometal Armatures	32
<b>Une organisation adaptée aux exigences de l'activité</b>	<b>34</b>
Une politique RH dédiée à la valorisation du capital humain	34
Contrôle interne & gestion des risques	35
Des systèmes d'information en phase avec les nouveaux enjeux de l'entreprise	35
Une communication de proximité	35



## ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

### Vigueur de la demande mondiale d'acier

La croissance économique mondiale reste soutenue. Elle continue de progresser à un rythme de l'ordre de 5% en 2007 avec comme principal moteur de développement les marchés des pays émergents, plus particulièrement la Chine et l'Inde. Dans un tel contexte, le marché international de l'acier a été très dynamique entraînant des fluctuations assez importantes au niveau des prix.

### Croissance de la production chinoise

C'est avant tout la croissance de la demande chinoise qui reste à l'origine des tensions observées sur le marché mondial de l'acier depuis 3 ans. La production mondiale de l'acier a augmenté de 7,5% en 2007 (1343 millions de tonnes). La Chine produit plus du tiers de l'acier mondial soit 2 fois plus que l'Europe (UE 27) et se hisse au premier rang des pays exportateurs d'acier.

### Marché national en pleine mutation

En 2007, la consommation d'acier a connu une croissance de 11,8% au même titre que la consommation du ciment, profitant de l'excellente conjoncture du secteur du BTP.

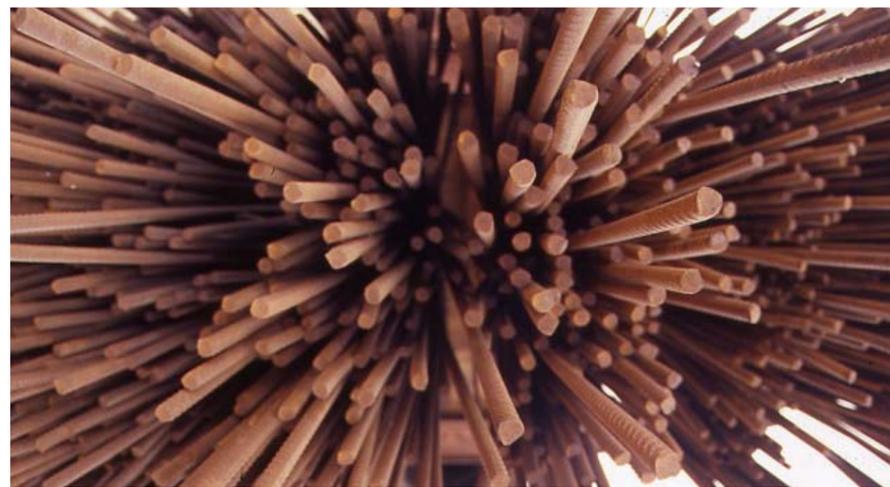
La consommation d'acier a, de plus, bénéficié de la mise à niveau que connaît le pays à travers les grands projets d'infrastructures (programmes autoroutiers, logements sociaux, barrages, sites touristiques et ouverture de nouvelles zones urbanistiques). Une progression qui incite les opérateurs des matériaux de construction à mieux se structurer pour une disponibilité des produits adaptée au marché actuel.

Sonasid a ainsi concentré sa production sur le rond à béton et fil machine en privilégiant le marché local marocain, en évoluant dans un environnement de plus en plus concurrentiel et libéralisé.

## PERFORMANCES COMMERCIALES

### Couverture nationale maximale

Face à la flambée de la demande nationale et à une concurrence plus importante, Sonasid axe sa politique commerciale sur une couverture nationale maximale. L'entreprise doit marquer sa présence sur l'ensemble du territoire, offrir une disponibilité des produits finis et renforcer ses relations avec ses clients et consommateurs.



### Forte croissance des ventes

Les ventes ont connu un volume record en 2007 de 1 005 292 tonnes (rond à béton & fil machine) contre 1 001 915 tonnes en 2006.

Les ventes locales de rond à béton et de fil machine ont progressé par rapport à 2006 malgré l'intensification du paysage concurrentiel.

La croissance des volumes commercialisés a ainsi permis une forte croissance du chiffre d'affaires de + 12%.

### Disponibilité du produit fini et qualité

Avec la gamme de produit la plus complète sur le marché, Sonasid dispose aujourd'hui de 100 000 tonnes de stock disponible dans tous les diamètres tout en garantissant toutes les caractéristiques requises : régularité de la qualité et de la masse linéique, élasticité et ductilité des aciers répondant aux exigences parasismiques et de durabilité, traçabilité des produits sur les chantiers à travers le marquage conforme à la révision des normes NM 01.4.096 et NM 01.4.097.

### L'armature bâtiment, un nouveau segment de croissance

Longoméтал Armatures, filiale de Sonasid et leader marocain de l'armature industrielle pour les travaux publics, élargit son activité et lance sur le marché un nouveau produit : l'armature bâtiment. Les armatures industrielles représentent 10% du marché actuel et sont appelées à se développer. Ce domaine d'activité est porteur et se modernise dans le cadre d'un Maroc qui se construit à grande vitesse et dont le marché de l'immobilier arrive à maturité. En 2007, nous venons de dépasser les 200 000 logements construits. Les projets en la matière se multiplient : constructions de villas, habitat social, ou des projets de plus grande envergure tels que des infrastructures touristiques ou des complexes résidentiels. Opérationnelle en 2008, l'armature bâtiment assurera un renforcement de la part de marché de Sonasid et une augmentation de la valeur ajoutée.

### Les ambitions de la politique commerciale 2008

Le marché devrait poursuivre son dynamisme en 2008. La stratégie repose dans la constitution d'un portefeuille clients équilibré tant au niveau géographique qu'en terme de dimension. Il s'agit avant tout de créer et de renforcer dans chaque région, des partenariats avec les meilleurs distributeurs locaux afin de leur permettre de satisfaire le marché dans les meilleures conditions.



## PERFORMANCES DE PRODUCTION

### Laminoir de Nador

#### Production

La production 2007 du site de Nador a connu une hausse de 5,4% de son volume de production par rapport à 2006 et représente un nouveau record depuis le démarrage de l'usine en 1984. Les performances sur le plan laminage étaient excellentes à savoir :

- Progression du taux de rendement matière
- Hausse du taux de disponibilité de l'usine
- Progression de la productivité
- Progression de la performance sur le plan sécurité

#### Investissements

Les investissements engagés en 2007 ont permis la réalisation d'un certain nombre de projets contribuant à l'amélioration de l'outil industriel du site de Nador .

#### Réalisations 2007

- Le remplacement du système de conditionnement des couronnes « CTI » dans un temps record 17jours
- Le remplacement du système de déshydratation des huiles au niveau du bloc finisseur
- Le remplacement du système de filtration des huiles au niveau du bloc finisseur
- Le remplacement du garnissage des tours de refroidissement
- Le remplacement du récupérateur du four

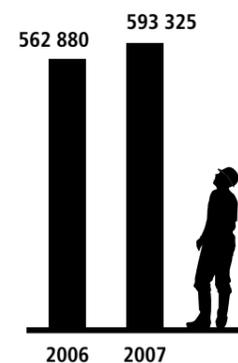
#### Réalisations 2007-2008

- Le remplacement de la station de traitement des eaux du laminoir
- Le remplacement du convoyeur à chaîne et têtes de pose

#### Perspectives 2008

Le laminoir de Nador poursuivra la modernisation de son outil industriel tout en maintenant ses performances et la disponibilité des produits finis.

**+ 5,4%**



### Laminoir de Jorf Lasfar

#### Production

L'année 2007 a connu une hausse significative de la production du laminoir de Jorf Lasfar avec 422 393 tonnes dépassant pour la première fois le seuil des 400 000 tonnes, en progression de 7,1% par rapport à 2006. Cette performance est due essentiellement à l'augmentation des vitesses de laminage et à l'enfournement à chaud.

#### Investissements

Les investissements engagés en 2007 ont permis d'augmenter la vitesse de laminage de la majorité des produits.

#### Réalisation 2007

- Chargement à chaud
- Revamping de l'ensemble des cages de laminage
- Augmentation de la puissance des moteurs électriques
- Mise à niveau de la station d'eau de refroidissement (WTP)

#### Perspectives 2008

Le laminoir de Jorf Lasfar poursuivra l'accroissement de son potentiel de production grâce à un projet d'augmentation de capacité pour atteindre, à terme, 650 000 tonnes par an.

**+ 7,1%**



## PERFORMANCES DE PRODUCTION

### L'aciérie électrique de Jorf Lasfar

#### Production

2007 a été l'année de confirmation de la progression enregistrée en fin 2006 par l'atteinte des performances attendues. La production annuelle réalisée, en billettes, est de 511 896 tonnes pour un budget de 508 500 tonnes. Ceci représente une croissance de 63 % par rapport à 2006. Durant toute l'année 2007, le prix de la billette produite est resté largement inférieur à celui de la billette achetée sur le marché international.

#### Perspectives 2008

L'aciérie électrique poursuivra la montée en puissance de sa production. Un effort particulier sera mis en œuvre pour maintenir des consommations spécifiques de l'aciérie à un niveau satisfaisant.

### Longometal Armatures

#### Production

L'année 2007 a été caractérisée par une faible activité au niveau du secteur des Travaux Publics. Dans ce contexte, Longometal Armatures a connu une légère baisse de son activité.

#### Perspectives 2008

Longometal Armatures devrait améliorer ses résultats en 2008, une année de reprise du secteur TP.



## UNE ORGANISATION ADAPTEE AUX EXIGENCES DE L'ACTIVITE

Aujourd'hui, Sonasid doit faire face aux nouvelles exigences induites par le souci d'amélioration continue de ses performances, par le nouvel environnement dans lequel elle opère et par le développement soutenu de ses activités.

### Une politique RH dédiée à la valorisation du capital humain

Véritable gage du succès de l'entreprise, la mobilisation et l'engagement du potentiel humain sont déterminants pour accompagner la réalisation des objectifs de croissance de l'entreprise. Sonasid poursuit sa politique des ressources humaines en misant sur le développement des compétences de ses équipes, sur la formation aux nouveaux métiers, et sur la politique sociale.

Avec un effectif culminant à 937 à fin 2007, Sonasid a accueilli un total de 94 nouvelles recrues, soit 8 cadres, 9 agents de maîtrise et 77 ouvriers et employés. Ces recrutements viennent renforcer les équipes du site de Jorf Lasfar et celles du service commercial.

Sonasid est également engagée dans une politique sociale ambitieuse touchant toutes les catégories socioprofessionnelles et s'attache ainsi à créer des conditions sociales favorables. Un certain nombre d'actions sont menées en terme de politique sociale: accession au logement, actions médico-sociales, gestion des centres d'estivages avec un large choix de destinations, colonies de vacances, voyage culturel pour les élèves méritants, récompense pour les meilleurs bacheliers, distribution de fournitures scolaires.



### Contrôle interne & gestion des risques

La fonction Audit a englobé plusieurs secteurs névralgiques de l'entreprise au-delà du souci purement financier. Plusieurs audits ont été menés : audit des ressources humaines, audit des achats de matières premières, audit commercial et audit des investissements.

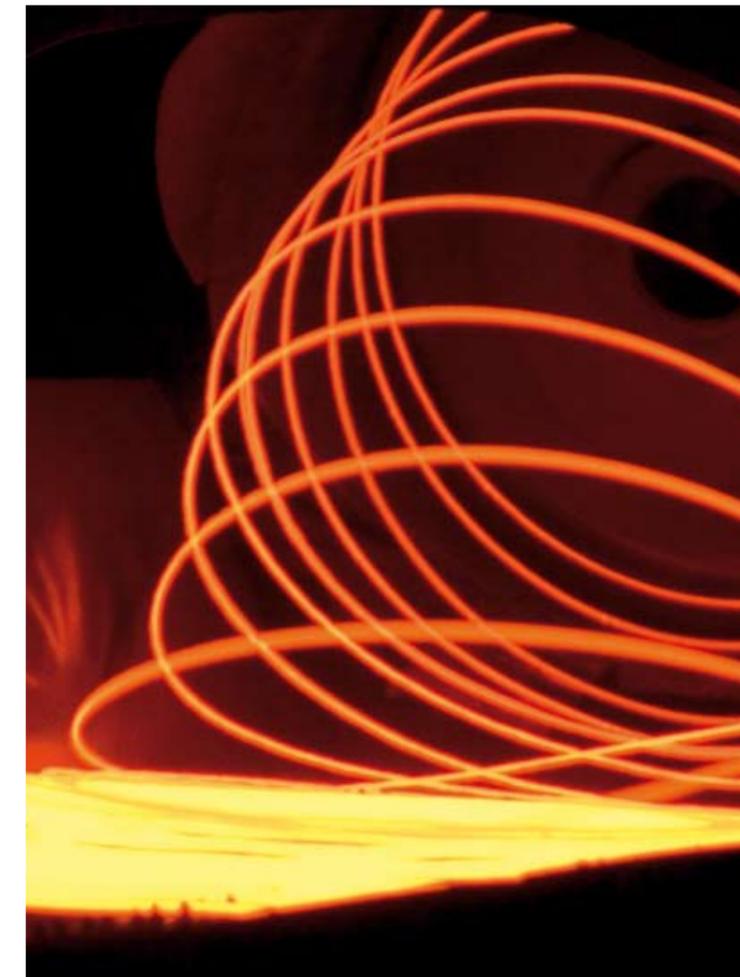
Le Risk Management a été déployé à travers l'identification, l'analyse et l'évaluation des risques majeurs auxquels Sonasid est exposée, ce qui a permis de mettre en place la cartographie des risques majeurs de Sonasid.

### Des systèmes d'information en phase avec les nouveaux enjeux de l'entreprise

L'année 2007 a été marquée par la mise en exploitation effective du nouveau progiciel de paie AGIRH qui a permis de disposer d'une base de données du personnel, centralisée au niveau du siège, et de faciliter ainsi le reporting RH. Sonasid s'est également dotée d'une solution informatique pour la gestion des chargements de produits finis. Cette application a impliqué l'amélioration de la traçabilité au niveau de la gestion des expéditions de produits finis et le contrôle automatique des écarts entre le poids étiquette et le poids pont à bascule. 2007 a connu aussi le lancement de l'appel d'offres pour la mise en place de SAP. Ce nouveau système couvrira à terme l'ensemble des domaines de gestion (ventes, achats, maintenance, stocks, finances, contrôle de gestion et production), pour une mise en exploitation dès janvier 2009. Les principaux objectifs d'un tel système reposent sur l'amélioration des principaux processus de gestion et du reporting, la pérennisation et l'extension du système d'information, et la capitalisation de l'expérience SAP au niveau du Groupe ArcelorMittal et des meilleures pratiques de gestion associées.

### Une communication de proximité

La communication tient un rôle-clé comme relais d'information interne & externe sur toute l'actualité de l'entreprise et de son environnement. Journal interne, flash d'information, intranet, lettre aux actionnaires, rapport annuel, journal client... sont autant d'outils et de supports pour relayer les événements et faits marquants de l'année auprès des différentes cibles : collaborateurs, actionnaires, analystes financiers, presse, clients... tout en maintenant une communication de proximité et de veille adaptée à chaque population.





# RESPONSABILITE SOCIALE

<b>Qualité, Sécurité, Environnement, l'engagement prioritaire de Sonasid</b>	<b>38</b>
Management de la qualité	38
La politique QSE au quotidien	39
« Parce que nous ne sommes pas aussi solides que nos produits »	39
La traçabilité des produits en conformité avec les normes	39
<b>La responsabilité sociale pour le développement du Maroc</b>	<b>40</b>
L'investissement socialement responsable	40
L'environnement au cœur de tous les choix	41

## QUALITE, SECURITE, ENVIRONNEMENT, L'ENGAGEMENT PRIORITAIRE DE SONASID

Dans un contexte de mondialisation renforcée par les accords de libre échange, exigeant une évaluation régulière et permanente des performances, la compétitivité impose la mise en œuvre d'une Démarche Qualité Totale de l'entreprise. Sonasid est ainsi profondément ancrée dans une logique d'amélioration continue.

### Management de la qualité

Le management de Sonasid œuvre au quotidien et sans relâche pour garantir la santé & la sécurité de ses collaborateurs.

Depuis 2004, la santé, la sécurité au travail et l'environnement sont au cœur du système de management de la Qualité de Sonasid. Totalement engagée dans une démarche intégrée QSE, elle a obtenu, en janvier 2006, la certification ISO 14001 pour l'environnement et NM 00.5.801 pour la Santé et la Sécurité au Travail. Sonasid s'est ainsi soumise avec succès en octobre 2007, au deuxième audit de suivi certification QSE intégrée. Le Système de Management QSE, adopté par l'entreprise pour ses activités dans les différents sites, a été évalué et jugé conforme aux exigences des normes marocaines NM ISO 9001, NM ISO 14001 et NM 00.5.801.



### La politique QSE au quotidien

En pratique, la politique QSE est appliquée à tous les niveaux de l'organisation. Le comité Hygiène & Sécurité, constitué des Responsables QSE, des Responsables Ressources Humaines ainsi que des représentants du personnel, se réunit chaque trimestre, afin de convenir des plans d'actions annuels et d'en assurer l'application au niveau de chaque site. Les membres de ce comité, formés, jouent ensuite le relais pédagogique auprès de l'ensemble du personnel. Le comité a également privilégié les réunions individuelles hebdomadaires, durant lesquelles chaque responsable discute, avec l'un des membres de son équipe, sur un aspect particulier de la sécurité. En outre, toutes les réunions et rapports d'activités des directions débattent en priorité des aspects sécurité pour l'amélioration des indicateurs tels que le taux de fréquence des accidents de travail, le taux de gravité des accidents ou encore, le nombre d'incidents corporels ou matériels. Par ailleurs, les messages de sensibilisation sont omniprésents : affiches sur les panneaux à l'entrée des sites, sur les tableaux d'affichage, dans les bureaux... Cette démarche représente une vraie culture d'entreprise, au point d'être initiée à tout nouvel employé durant sa période d'intégration.

### « Parce que nous ne sommes pas aussi solides que nos produits »

« Parce que nous ne sommes pas aussi solides que nos produits », tel a été le slogan de la journée internationale de la Santé & Sécurité organisée par Sonasid le 6 mars 2007, à l'initiative du Groupe ArcelorMittal. L'événement a été célébré en simultané sur tous les sites de Sonasid et a concerné les 900 collaborateurs, à Nador, Jorf Lasfar, Plateforme Commerciale de Casablanca, Siège des Twin Center, Longometal Armatures et ainsi que sur l'ensemble des unités d'ArcelorMittal. Plusieurs actions, adaptées aux spécificités de chaque site, ont été organisées afin de sensibiliser l'ensemble du personnel à la Santé & Sécurité : simulation des différents scénarii d'incidents critiques, initiation aux premiers secours, sensibilisation sur les maladies professionnelles... L'atteinte de l'objectif zéro accident et blessure est aujourd'hui un défi quotidien et une des priorités de Sonasid, nécessitant l'engagement du management et l'implication du personnel.

### La traçabilité des produits en conformité avec les normes

Acteur important dans la réalisation de grands projets d'infrastructures du Maroc, Sonasid se devait de participer au renforcement des dispositifs de contrôle de la qualité des produits sidérurgiques afin de protéger les utilisateurs marocains et sécuriser les constructions. Elle s'engage à garantir la régularité de la qualité de ses produits, la régularité de la masse linéique, l'élasticité et la ductilité des aciers afin de répondre aux exigences parasismiques et de durabilité.

En conformité avec la révision des normes NM 01.4.096 et NM 01.4.097, Sonasid garantit une meilleure traçabilité de ses produits sur les chantiers à travers son nouveau marquage du rond à béton permettant ainsi la reconnaissance immédiate des produits fabriqués par l'entreprise. A travers ce marquage, les clients pourront identifier le pays d'origine, le producteur et le site de production. Par ailleurs, cette normalisation de la traçabilité des produits responsabilise le producteur en cas de problème et s'assure ainsi de la conformité du produit livré au client.

## LA RESPONSABILITE SOCIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DU MAROC

Sonasid est fortement impliquée dans le développement économique et social que connaît le Maroc en tant qu'acteur structurant dans la réalisation et la diversification des programmes d'infrastructures de base, d'équipements socio-éducatifs, de logements et des projets touristiques. Sa responsabilité sociale et son engagement au niveau régional constituent un puissant vecteur de promotion de l'investissement, de création d'emplois et de protection de l'environnement.

### L'investissement socialement responsable

Le secteur du BTP connaît un dynamisme sans précédent et nous contribuons fortement aux projets d'infrastructures au niveau du Maroc – logements sociaux, autoroutes, barrages, sites touristiques... En effet, le Maroc assiste à l'émergence de nouveaux pôles de développement, au Nord (Tanger), au Sud (Agadir), au Centre (Marrakech), à l'Oriental (Nador), qui témoignent d'une politique de régionalisation ambitieuse. En terme d'investissement et d'engagement socialement responsable, le poids de Sonasid a été considérable et ce depuis longtemps, notamment dans la région de l'Oriental. Durant les années 80, Sonasid était l'une des quatre ou cinq principales industries présentes dans cette partie du Maroc. Aujourd'hui, cette région est entrée dans une phase de développement structurante que nous accompagnons. La ville de Nador est

déjà dotée d'infrastructures importantes (port en eau profonde, nouvel aéroport...). Nous avons mis en place tout un réseau de distribution performant afin de satisfaire le marché dans les meilleures conditions avec une disponibilité constante de nos produits. Pour protéger les utilisateurs et sécuriser les constructions, nous avons mis en place un nouveau marquage du rond à béton permettant la reconnaissance immédiate et la traçabilité des produits fabriqués par l'entreprise. Nous menons diverses actions sociales en étroite collaboration avec les autorités et des ONG locales à caractère socioculturel. Par son implantation à El Jadida, Sonasid apporte sa contribution au développement de cette région en impulsant de nouvelles activités, de nouveaux métiers et de nouveaux emplois directs et indirects dans différents domaines concernant le transport, la distribution, ou encore la sous-traitance.

### L'environnement au cœur de tous les choix

Le Maroc a renforcé son engagement en faveur du développement durable en encourageant la contribution des entreprises marocaines dans cette initiative. En effet, la gestion moderne d'une entreprise industrielle exige l'intégration de la préservation des ressources naturelles dans sa gestion quotidienne dans le respect des standards internationaux. Sonasid s'est ainsi imposée de faire de la protection de l'environnement un enjeu placé au cœur de son mode de fonctionnement. En tant que producteur et conscient de l'impact de son activité sur l'environnement, Sonasid anticipe systématiquement ses choix technologiques. Nous optons pour des solutions permettant la préservation des ressources naturelles, axées essentiellement sur l'économie de l'énergie, le recyclage et le traitement des eaux, des sous-produits et des déchets que génère son activité. Générant d'importants rejets industriels, la nouvelle aciérie électrique est dotée d'une unité de dépoussiérage conforme aux normes environnementales pour la captation et le traitement des fumées et d'une série de stations de traitement des eaux qui permettent de réduire la consommation d'eau, d'énergie et de limiter, voire d'éliminer, les émanations de produits nocifs dans son environnement immédiat. Afin de valoriser l'ensemble des déchets, Sonasid mène de nombreuses études pour le développement de nouvelles niches pour leur recyclage. Premier consommateur d'énergie du pays, Sonasid cherche à maîtriser les coûts et en diversifier les sources à travers la promotion du gaz en substitution du fuel, ou des énergies renouvelables à travers le solaire et l'éolien.



# ELEMENTS FINANCIERS

Comptes consolidés	44
Résumé des notes aux comptes consolidés	50
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	74
Comptes sociaux	76
Rapport général des commissaires aux comptes	85
Rapport spécial des commissaires aux comptes	86
Résolutions	88

# COMPTES CONSOLIDES

## Compte de résultat consolidé

(en millions de dirhams)

Période du 01.01.2007 au 31.12.2007	2007	2006
Chiffre d'affaires	6 427,5	5 707,8
Autres produits de l'activité	(101,6)	358,1
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES</b>	<b>6 325,9</b>	<b>6 065,9</b>
Achats	(4 501,8)	(4 382,0)
Autres charges externes	(343,0)	(268,9)
Frais de personnel	(194,0)	(184,5)
Impôts et taxes	(17,6)	(12,3)
Amortissements et provisions d'exploitation	(99,4)	(159,8)
Autres produits et charges d'exploitation nets	1,5	(0,2)
<b>CHARGES D'EXPLOITATION COURANTES</b>	<b>(5 154,2)</b>	<b>(5 007,7)</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION COURANT</b>	<b>1 171,7</b>	<b>1 058,2</b>
Cessions d'actifs	0,3	1,2
Résultats sur instruments financiers	(6,2)	(3,6)
Autres produits et charges d'exploitation non courants	2,2	(6,5)
<b>RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>1 167,9</b>	<b>1 049,3</b>
Produits d'intérêts	16,3	7,3
Charges d'intérêts	(1,9)	(5,4)
Autres produits et charges financiers	(11,8)	26,8
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>2,6</b>	<b>28,7</b>
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ENTREPRISES INTÉGRÉES</b>	<b>1 170,5</b>	<b>1 078,0</b>
Impôts sur les bénéfices	(391,8)	(309,7)
Impôts différés	15,5	(63,0)
<b>RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES</b>	<b>794,2</b>	<b>705,3</b>
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		
<b>RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>	<b>794,2</b>	<b>705,3</b>
Résultat net des activités abandonnées		
<b>RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>	<b>794,2</b>	<b>705,3</b>
Dont intérêts minoritaires	(0,2)	(0,6)
<b>Dont résultat net - Part du Groupe</b>	<b>794,0</b>	<b>704,7</b>
Résultat net par action en dirhams		
- de base	203,58	180,70
- dilué	203,58	180,70
Résultat net par action poursuivies en dirhams		
- de base	203,58	180,70
- dilué	203,58	180,70

## Bilan consolidé

(en millions de dirhams)

	31-déc-07	31-déc-06
<b>ACTIF AUX</b>		
Immobilisations incorporelles, net	1,8	1,6
Immobilisations corporelles, net	2 021,6	2 001,6
Autres actifs financiers	47,2	50,6
- Instruments financiers dérivés		
- Actifs financiers à la juste valeur par le résultat		
- Prêts et créances	47,2	50,6
- Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
- Actifs disponibles à la vente		
Impôts différés actifs	2,9	1,9
Autres débiteurs non courants, net	10,4	6,8
<b>Actif non courant</b>	<b>2 083,9</b>	<b>2 062,5</b>
Autres actifs financiers	0,4	44,9
- Instruments financiers dérivés	0,4	0,0
- Actifs financiers à la juste valeur par le résultat		
- Actifs disponibles à la vente	0,0	44,9
- Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
- Prêts et créances et placements, net		
Stocks et en-cours, net	1 307,6	1 465,8
Créances clients, net	956,6	857,4
Autres débiteurs courants, net	1 249,7	735,4
Trésorerie et équivalent de trésorerie	78,8	277,7
<b>Actif courant</b>	<b>3 593,1</b>	<b>3 381,2</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>5 677,0</b>	<b>5 443,7</b>

## Bilan consolidé

(en millions de dirhams)

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS AUX	31-déc-07	31-déc-06
Capital	390,0	390,0
Primes d'émission et de fusion	1,6	1,6
Réserves	2 541,6	2 226,8
Résultat net part du groupe	794,0	704,7
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère</b>	<b>3 727,2</b>	<b>3 323,1</b>
Intérêts minoritaires	2,5	2,4
<b>Capitaux propres de l'ensemble consolidé</b>	<b>3 729,7</b>	<b>3 325,5</b>
Provisions	94,9	92,9
Avantages du personnel	60,2	51,0
Dettes financières non courantes	1,3	17,8
- Instruments financiers dérivés		
- Dettes envers les établissements de crédit	0,3	0,6
- Dettes représentées par un titre		
- Dettes liées aux contrats de location financement	1,0	17,1
Impôts différés Passifs	153,2	167,7
Autres créditeurs non courants	57,6	14,2
<b>Passif non courant</b>	<b>367,2</b>	<b>343,5</b>
Provisions	0,5	0,5
Dettes financières courantes	172,5	252,5
- Instruments financiers dérivés	9,4	2,7
- Dettes envers les établissements de crédit	144,7	248,8
- Dettes représentées par un titre		
- Dettes liées aux contrats de location financement	18,4	1,0
- Autres dettes		
Dettes fournisseurs courantes	920,4	987,0
Autres créditeurs courants	486,7	534,7
<b>Passif courant</b>	<b>1 580,1</b>	<b>1 774,7</b>
<b>TOTAL PASSIFS</b>	<b>1 947,3</b>	<b>2 118,2</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>5 677,0</b>	<b>5 443,7</b>

## Variation des capitaux propres consolidés

(En millions MAD)

	Capital	Primes d'émission et de fusion	Réserves	Résultat net part du Groupe	Total Part du groupe	Intérêt minoritaire	Total
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	<b>390,0</b>	<b>1,6</b>	<b>2 577,8</b>		<b>2 969,4</b>	<b>6,0</b>	<b>2 975,4</b>
Effets des changements de méthode comptable/correction d'erreur							
<b>Montants retraités à l'ouverture</b>	<b>390,0</b>	<b>1,6</b>	<b>2 577,8</b>		<b>2 969,4</b>	<b>6,0</b>	<b>2 975,4</b>
Variation nette de juste valeur des instruments financiers							
<b>Total des produits (charges) comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Résultat de l'exercice				704,7	704,7	0,6	705,3
<b>Total des produits et charges de l'exercice</b>				<b>704,7</b>	<b>704,7</b>	<b>0,6</b>	<b>705,3</b>
Dividendes distribués			(351)		(351)		(351)
Autres variations			-		-	(4,2)	(4,2)
<b>Au 31 décembre 2006</b>	<b>390,0</b>	<b>1,6</b>	<b>2 226,8</b>	<b>704,7</b>	<b>3 323,1</b>	<b>2,4</b>	<b>3 325,5</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2007</b>	<b>390,0</b>	<b>1,6</b>	<b>2 226,8</b>	<b>704,7</b>	<b>3 323,1</b>	<b>2,4</b>	<b>3 325,5</b>
Effets des changements de méthode comptable/correction d'erreur							
<b>Montants retraités à l'ouverture</b>	<b>390,0</b>	<b>1,6</b>	<b>2 226,8</b>	<b>704,7</b>	<b>3 323,1</b>	<b>2,4</b>	<b>3 325,5</b>
Variation nette de juste valeur des instruments financiers							
<b>Total des produits (charges) comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Résultat de l'exercice				794,0	794	0,2	794,2
<b>Total des produits et charges de l'exercice</b>				<b>794,0</b>	<b>794</b>	<b>0,2</b>	<b>794,2</b>
Dividendes distribués			(390)		(390)		(390)
Autres variations			704,8	(704,7)	0,1	(0,1)	0
<b>Au 31 décembre 2007</b>	<b>390,0</b>	<b>1,6</b>	<b>2 541,6</b>	<b>794,0</b>	<b>3 727,2</b>	<b>2,5</b>	<b>3 729,7</b>

## Flux de trésorerie consolidé

Période du 01.01.2007 au 31.12.2007

En millions de dirhams	31-déc-07	31-déc-06
Résultat net de l'ensemble consolidé	794,2	705,3
<b>Ajustements pour</b>		
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	141,8	129,7
Profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	9,0	5,9
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution	(0,3)	(1,2)
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>944,7</b>	<b>839,7</b>
Elimination de la charge (produit) d'impôts	376,3	372,7
Elimination du coût de l'endettement financier net	1,9	5,4
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net impôt</b>	<b>1 322,8</b>	<b>1 217,8</b>
Incidence de la variation du BFR	(575,5)	(383,2)
Impôts différés	-	-
Impôts payés	(391,8)	(309,7)
<b>Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>	<b>355,6</b>	<b>524,8</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(156,7)	(139,7)
Variation des autres actifs financiers	3,5	(12,6)
Subventions d'investissement reçues	48,0	0,0
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,7	1,5
Intérêts financiers versés	(1,9)	(5,4)
<b>Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(106,3)</b>	<b>(156,3)</b>
Augmentation de capital	-	(4,2)
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	(390,0)	(351,0)
Remboursement d'emprunts	(0,3)	(0,3)
Remboursement de dettes résultant de contrats location-financement	1,2	(1,0)
Autres flux liés aux opérations de financement	44,9	(44,9)
<b>Flux net de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>(344,2)</b>	<b>(401,5)</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>(94,9)</b>	<b>(32,9)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture*	28,9	61,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture*	(65,9)	28,9
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>(94,9)</b>	<b>(32,9)</b>

\* Ce montant de Trésorerie et équivalents de trésorerie n'est pas en lecture directe au niveau du bilan dans la mesure où la Trésorerie- Passif est comprise dans les dettes courantes envers les établissements de crédit

## RESUME DES NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES

### Note 1. Description de l'activité

Le Groupe Sonasid intervient dans le secteur de l'industrie sidérurgique au Maroc.

Premier Acteur dans le secteur du BTP, la société Sonasid est le leader sidérurgique marocain sur les produits longs (rond à béton & fil machines) avec 75,8 % de part de marché en 2007.

Avec plus de 900 collaborateurs et à travers ses sites industriels situés à Nador et à Jorf Lasfar, Sonasid a une capacité de production annuelle de plus d'un million de tonnes destinée principalement au secteur de la construction nationale.

Le groupe Sonasid se positionne également sur le marché des armatures industrielles à travers la filiale Longoméтал Armatures.

### Note 2. Événements significatifs intervenus au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice 2007, la société Longoméтал Armatures a augmenté son capital de 10 Millions de Dh. Cette augmentation de capital a été souscrite en totalité par Sonasid.

Le taux de participation de Sonasid dans Longoméтал Armatures est ainsi passé de 96,32% en 2006 à 96,93% en 2007.

### Note 3. Règles et méthodes comptables

#### 3.1. Référentiel comptable

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26/05/2005 et conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 6.2 de la circulaire n°06/05 du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) du 13 octobre 2005, les états financiers consolidés du Groupe Sonasid sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales adoptées au sein de l'Union Européenne au 31 décembre 2007 et telles que publiées à cette même date.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

L'essentiel des principes et méthodes comptables du Groupe sont décrits ci-après.

Le bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2006 a été retraité conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 - Première adoption des IFRS, sur la base des normes et interprétations applicables au 31 décembre 2007 et telles que publiées au 31 Décembre 2007.

En tant que premier adoptant des IFRS, les règles spécifiques à une première adoption, telles que définies dans IFRS 1 ont été appliquées. Les options retenues, à la date de transition (1<sup>er</sup> Janvier 2006), sont les suivantes:

- Les immobilisations corporelles de la société Sonasid ont fait l'objet d'une réévaluation au 1<sup>er</sup> janvier 2006,
- Aucune filiale, entreprise associée et coentreprise du Groupe n'a adopté les IFRS à une date différente de la société mère,
- Application, conformément aux dispositions de IFRS 1, des interprétations IFRIC 1 (variation des passifs existants relatifs au démantèlement, à la remise en état et similaires).

#### 3.2. Bases d'évaluation

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux principes édictés par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans la note 4 Transition aux IFRS.

#### 3.3. Utilisation d'estimations et hypothèses

L'établissement des états financiers consolidés, en conformité avec les normes comptables internationales en vigueur, a conduit le Groupe à faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les états financiers et les notes les accompagnant.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui seront publiés dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur l'évolution des engagements envers les salariés, les goodwill, les immobilisations incorporelles et les provisions.

#### a) Dépréciation des stocks

Les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le calcul de dépréciation des stocks est fondé sur une analyse des changements prévisibles de la demande, des technologies ou du marché afin de déterminer les stocks obsolètes ou en excès. Les dépréciations sont comptabilisées parmi les charges d'exploitation courantes ou en charges de restructuration, le cas échéant, suivant la nature des montants concernés.

#### b) Dépréciation des créances clients et des prêts

Une dépréciation des créances clients et des prêts est comptabilisée si la valeur actualisée des encaissements futurs est inférieure à la valeur nominale. Le montant de la dépréciation prend en compte la capacité du débiteur à honorer sa dette et l'ancienneté de la créance. Un taux de recouvrabilité plus faible que celui estimé ou la défaillance de nos principaux clients peut avoir un impact négatif sur nos résultats futurs.

#### c) Frais de développement capitalisés, goodwill, immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles

Les conditions de capitalisation des frais de développement sont énoncées ci-dessous. Une fois capitalisés, ces frais sont amortis sur la durée de vie estimée des produits concernés.

Le Groupe doit en conséquence évaluer la faisabilité commerciale et technique de ces projets et estimer les durées de vie des produits en résultant. S'il s'avérait qu'un produit n'était pas en mesure de satisfaire aux attentes initiales, le Groupe pourrait être dans l'obligation de déprécier dans le futur tout ou partie des frais capitalisés ou de modifier le plan d'amortissement initial.

Le Groupe a par ailleurs à son actif des immobilisations incorporelles acquises en espèces ou par le biais d'opérations de regroupement d'entreprises ainsi que les goodwill en résultant.

Outre les tests de dépréciation annuels relatifs aux goodwill, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur des actifs incorporels détenus.

Pour les immobilisations corporelles, les principales hypothèses et estimations qui sont prises en compte dans la détermination de la valeur recouvrable sont les perspectives de marché, l'obsolescence et la valeur de réalisation en cas de cession ou de liquidation. Toute modification de ces hypothèses peut avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait conduire à revoir la valeur des pertes de valeur comptabilisées.

#### *d) Provisions*

Le montant des provisions, comptabilisé par le Groupe, est basé sur la meilleure estimation de la sortie d'avantages économiques futurs à la date où le Groupe a comptabilisé cette obligation. Le montant des provisions est ajusté à chaque date de clôture en tenant compte de l'évolution éventuelle de l'estimation de la sortie d'avantages futurs attendue.

Lorsque l'effet temps est significatif sur l'évaluation d'une obligation de sortie d'avantages futurs, les provisions sont actualisées, l'effet de désactualisation étant comptabilisé ultérieurement en charges financières.

#### *e) Impôts différés*

Les impôts différés actifs comptabilisés résultent pour l'essentiel des déficits fiscaux reportables et des différences temporelles déductibles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs. Les actifs relatifs au report en avant des pertes fiscales sont reconnus s'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les estimations de bénéfices futurs sont réalisées à partir des budgets et prévisions de résultats comptables, ajustés des ajustements fiscaux. Ces estimations sont réalisées sur la base d'hypothèses de marché qui pourraient ne pas être confirmées dans le futur.

#### *f) Provision pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi*

Le Groupe participe à des régimes de retraites à cotisations définies. Par ailleurs, certains autres avantages postérieurs à l'emploi tels que la couverture médicale, les indemnités de départ en retraite et les médailles de travail font l'objet de provisions. L'ensemble de ces engagements est calculé sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, le taux d'inflation médicale, les augmentations de salaires futurs, le taux de rotation du personnel et les tables de mortalité. Ces hypothèses (Cf. note 23) sont généralement mises à jour annuellement.

#### *g) Comptabilisation des revenus*

Les revenus sont comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété du bien.

#### *h) Juste valeur des dérivés et des autres instruments financiers*

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation (cf. note 26). Le Groupe sélectionne les méthodes et retient les hypothèses qui lui paraissent les plus adéquates en se basant principalement sur les conditions de marché existant à la date de chaque clôture.

### 3.4. Principes de consolidation

#### 3.4.1 Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif, de fait ou de droit, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

#### 3.4.2 Participations dans les entreprises associées et coentreprises

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Le Groupe a fait le choix, comme autorisé par la norme IAS 31 « Participations dans des coentreprises », de consolider selon la méthode l'intégration proportionnelle les entités sur lesquelles il exerce un contrôle conjoint. Actuellement, le Groupe ne dispose pas dans son périmètre de consolidation d'entreprise associée ou de coentreprise.

#### 3.4.3 Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions des IFRS, il n'y a pas d'exemption au périmètre de consolidation du Groupe.

#### 3.4.4 Retraitements de consolidation

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ou intégration proportionnelle sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

#### 3.4.5 Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2007.

### 3.5. Conversion des opérations en monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle de la société Sonasid est le dirham, c'est également la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe. Les transactions en monnaies étrangères (c'est-à-dire dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité) sont converties au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont évalués au cours en vigueur à la date de clôture ou au cours de la couverture qui leur est affectée le cas échéant.

Les différences de change correspondantes sont enregistrées au compte de résultat, les variations de juste valeur des instruments de couverture sont enregistrées conformément au traitement décrit dans la note 3.16.3 « Instruments dérivés ci-après ».

### 3.6. Regroupements d'entreprises

Règles spécifiques à la première adoption : les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition (1<sup>er</sup> janvier 2006) n'ont pas été retraités conformément à l'option offerte par IFRS 1.

### 3.7. Immobilisations incorporelles

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont essentiellement des logiciels. Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service. Elles sont amorties selon le mode linéaire, sur les périodes suivantes :

- Logiciels : de 3 à 4 ans

### 3.8. Immobilisations corporelles

#### Règle spécifique à la première adoption :

Dans le cadre de la première application des normes IFRS et conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, la société Sonasid a procédé à l'évaluation à la juste valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2006 de l'ensemble de ses actifs immobilisés incorporels et corporels, et a retenu cette valorisation comme coût présumé. Les évaluations à la juste valeur ont été réalisées par des experts indépendants. Pour Longomélat Armatures, les valeurs historiques ont été maintenues.

#### Principes applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 :

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique ou de fabrication initial, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Les intérêts financiers des capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période précédant leur mise en exploitation, sont partis intégrante du coût historique. Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées d'utilisation (durée d'utilité) suivantes :

Immeubles et constructions :

	F 1*	F 2*	F 3*	F 4*	F 5*	F 6*	F 7*
Gros œuvres - Charpente métallique	50 ans	50 ans	50 ans	25 ans	33 ans	40 ans	
Etanchéité, toiture et autres	10 ans						
Agencements et aménagements	15 ans		20 ans				
Installations techniques fixes	25 ans	25 ans	25 ans	20 ans	20 ans		
Menuiserie intérieure & extérieure	15 ans						

F1 : Constructions en dur <=R+2

F2 : Constructions en dur >R+2

F3 : Bâtiment industriel en dur (entrepôt, magasins, etc)

F4 : Bâtiment industriel- construction légère- structure métallique

F5 : Bâtiment industriel- construction lourde- structure métallique

F6 : Bâtiment en copropriété

F7 : Aménagements extérieurs/terrains non construits.

- Installations techniques, matériel et outillage : de 3 à 35 ans
- Matériel de transport : de 1 à 9 ans
- Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers : de 2 à 7 ans
- Autres immobilisations corporelles : de 2 à 5 ans

Le mode d'amortissement retenu par le Groupe est le mode linéaire. L'ensemble des dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement. A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des immobilisations corporelles et adapte les plans d'amortissement de façon prospective en cas de variation par rapport à l'exercice précédent.

### 3.9. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 « Contrats de location », les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Tous les autres contrats de

location sont classés en location simple. Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur, déterminée au commencement du contrat de location. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue du contrat de location financement, en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité des actifs et la durée du contrat de location financement, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'il n'y aura pas de transfert de propriété au terme du contrat.

### 3.10. Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs

Concernant les tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles, la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » précise que lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de dépréciation de ces immobilisations, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable (la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur (diminuée des coûts de vente) pouvant conduire à la comptabilisation d'une perte de valeur. La valeur d'utilité est estimée en calculant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs. La juste valeur repose sur les informations disponibles jugées les plus fiables (données de marché, transactions récentes ...). La fermeture planifiée de certains sites, des réductions d'effectifs complémentaires ainsi que la révision à la baisse des perspectives de marché peuvent, dans certains cas, être considérées comme des indices de perte de valeur. Ainsi, conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité

définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié. Les goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Le Groupe a déterminé que le plus petit niveau auquel les actifs pouvaient être testés pour perte de valeur étaient « les usines ». Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu sur la valeur au bilan du goodwill. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leur valeur comptable.

Pour une filiale non cotée, la valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation, sur une durée de trois ans extrapolée pour trois autres années et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs et le coût moyen pondéré du capital différent en fonction des UGT et des secteurs d'activités dans lesquels elles interviennent.

Pour une filiale cotée, la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) retenue est sa capitalisation boursière.

### 3.11. Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent. Ces derniers comprennent, sur la base d'un niveau normal d'activité, les charges directes et indirectes de production. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

### 3.12. Actifs financiers

Les actifs financiers doivent être classés selon les quatre catégories suivantes :

- Actifs évalués à la juste valeur en résultat : juste valeur avec variations de juste valeur en résultat ;
- Actifs détenus jusqu'à l'échéance : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat. Cette catégorie n'est pas utilisée par le Groupe ;
- Prêts et créances : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat ;
- Actifs disponibles à la vente : juste valeur avec variations de juste valeur en capitaux propres, ou en résultat pour provisionner une dépréciation objective durable ou significative.

### 3.13. Valeurs mobilières de placement

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers: comptabilisation et évaluation », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat

(en autres produits et charges financiers). Pour les placements disponibles à la vente, les variations de juste valeur sont comptabilisées directement dans les capitaux propres ou en résultat (en autres produits et charges financiers) dans le cas d'indication objective d'une dépréciation plus que temporaire de la valeur mobilière ou en cas de cession.

### 3.14. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur). Les placements dans des actions cotées, les placements dont l'échéance initiale est à court ou moyen terme sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

Les découverts bancaires liés à des opérations de financement sont également exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

### 3.15. Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: informations à fournir et présentation » est sorti du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

### 3.16. Impôts différés

Le Groupe comptabilise les impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill. Les taux d'impôt retenus sont ceux votés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice en fonction des juridictions fiscales.

Le montant d'impôts différés est déterminé pour chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt exigible si, et seulement si, cette entité :

- a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quelle que soit leur échéance, doivent être compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même autorité fiscale et concernent une même entité fiscale qui dispose du droit de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles. Ainsi, chaque entité du Groupe a procédé à la compensation des ces impôts différés actifs et passifs.

### 3.17. Avantages du personnel

Les engagements du Groupe au titre des régimes de couverture maladie à prestations définies et des indemnités de fin de carrière sont déterminés, conformément à la norme IAS 19, sur la base de la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte des conditions économiques

propres à chaque pays (essentiellement le Maroc pour le Groupe). Les engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- La méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs...
- La méthode dite du corridor est appliquée. Ainsi, seuls les écarts actuariels représentant plus de 10% du montant des engagements sont comptabilisés et amortis sur l'espérance de durée résiduelle moyenne de vie active des salariés du régime (DVAR).

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, les gains et pertes résultant des changements d'hypothèses actuarielles ne sont reconnus que lorsqu'ils excèdent 10% de la valeur de l'engagement actualisé. La fraction excédant 10% est alors étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle des salariés.

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles du travail pendant toute la période de travail des salariés font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Les indemnités de départ en retraite font également l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte de la probabilité de la présence des salariés dans le Groupe, à leur date de départ en retraite. Cette provision est actualisée.

### 3.18. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite

envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier. Les provisions pour restructuration sont comptabilisées dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées. Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites, une provision pour frais de remise en état est comptabilisée en autres charges d'exploitation. Elle est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation dudit site. Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et engendrant des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité, sont immobilisés. Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite lié à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressource, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan). Lorsque le Groupe ne dispose pas d'un échéancier de reversement fiable ou lorsque l'effet du passage du temps est non significatif, l'évolution de ces provisions se fait sur la base des coûts non actualisés. Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.

### 3.19. Frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital sont imputés sur les primes d'émission, de fusion ou d'apport.

### 3.20. Passifs financiers

#### 3.20.1 Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêt sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt. Les frais et primes d'émission viennent impacter la valeur à l'entrée et sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt via le taux d'intérêt effectif.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

#### 3.20.2 Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers concernent essentiellement les dettes fournisseurs et les autres crédettes. Ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti.

### 3.21. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe sont composés principalement des natures suivantes de chiffre d'affaires :

- ventes de marchandises ;
- ventes de biens et services produits ;
- revenus locatifs.

Un produit est comptabilisé en revenus lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

### 3.22. Autres produits de l'activité

Les autres produits liés à l'activité incluent des produits à caractère non récurrent ou non directement liés aux opérations décrites dans le paragraphe « chiffre d'affaires ».

### 3.23. Coût de l'endettement net

Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les emprunts bancaires, les emprunts obligataires et les autres dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement).

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif sont incorporés dans le coût de cet actif.

### 3.24. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

### Note 4. Note de transition aux IFRS

Cette note détaille d'une part, les principes retenus pour la préparation du bilan d'ouverture IFRS au 1<sup>er</sup> janvier 2006 et, d'autre part, les divergences avec les principes comptables marocains antérieurement appliqués. Sont également présentés dans cette note, leurs impacts chiffrés sur le bilan d'ouverture et sur les comptes de 2006.

### 4.1. Contexte de la publication

En application de la circulaire N°06/05 relative à la publication et à la diffusion d'informations financières par les personnes morales faisant appel public à l'épargne, les comptes consolidés

du Groupe qui sont publiés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 ont été établis selon les normes comptables internationales en vigueur à cette date telles qu'approuvées par l'Union européenne. Les premiers comptes consolidés publiés selon les normes internationales sont ceux du premier semestre 2007 présentés avec un comparatif au titre de l'exercice 2006, établi selon le même référentiel.

En vue de la publication des états financiers comparatifs, le Groupe a préparé des informations financières 2006 sur la transition aux normes IAS/IFRS présentant à titre d'information l'impact chiffré attendu du passage aux IFRS sur :

- Les capitaux propres à la date de transition, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;
- Le bilan à la date de transition ;
- Les capitaux propres à fin décembre 2006 ;
- Le Compte de Résultat à fin décembre 2006.

Ces informations financières 2006 sur l'impact chiffré du passage aux IFRS ont été préparées en appliquant aux données 2006 les normes et interprétations IFRS que le Groupe a appliqué pour la préparation de ses comptes consolidés comparatifs au 31 décembre 2007. La base de préparation de ces informations financières correspond donc à celle décrite dans la note 3 ci-avant.

### 4.2. Présentation des normes et interprétations appliquées pour l'établissement de ces premières informations chiffrées IFRS

#### 4.2.1 Modalités de première application des IFRS

##### A. Principe général

Le Groupe doit appliquer rétrospectivement sur toutes les périodes présentées et sur son bilan d'ouverture les principes comptables qui sont en vigueur à la date de clôture des premiers états financiers IFRS.

En conséquence, le bilan d'ouverture IFRS au 1<sup>er</sup> janvier 2006 intègre les divergences suivantes par rapport au bilan au 31 décembre 2005 présenté

selon les normes marocaines de consolidation :

- Elimination des actifs et passifs comptabilisés sous le précédent référentiel qui ne répondent pas aux définitions ou critères de comptabilisation des IFRS ;
- Comptabilisation et évaluation selon les IFRS de tous les actifs et passifs qui répondent aux définitions et critères de comptabilisation de ces normes, y compris ceux qui n'étaient pas comptabilisés sous le précédent référentiel ;
- Reclassement éventuel de certaines rubriques du bilan conformément aux IFRS ;
- L'incidence de ces ajustements est comptabilisée directement en contrepartie des capitaux propres d'ouverture. Par exception, l'identification ou l'élimination d'incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises trouvent leur contrepartie en Goodwill.

#### B. Description des options comptables facultatives liées à la première adoption des IFRS retenues par le Groupe

Selon les dispositions et options prévues par la norme IFRS 1, le Groupe a retenu les choix suivants quant au retraitement rétrospectif des actifs et des passifs selon les normes IFRS :

##### (a) Regroupements d'entreprises

Le Groupe a choisi de ne pas retraiter rétrospectivement les regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2006 conformément aux dispositions de IFRS 3.

##### (b) Evaluation des actifs corporels à la juste valeur :

Le Groupe a choisi d'utiliser l'option offerte par la norme IFRS 1 autorisant à évaluer à la date de transition l'ensemble ou seulement une partie des immobilisations corporelles à la juste valeur.

A la date de préparation du bilan d'ouverture, le Groupe a fait le choix d'appliquer cette option à l'ensemble des actifs incorporels et corporels de la société Sonasid.

Pour toutes les autres normes IFRS applicables au Groupe, le retraitement des valeurs d'entrée des actifs et des passifs au 1/01/2006 a été effectué de façon rétrospective comme si ces normes avaient toujours été appliquées.

#### 4.2.2 Rapprochement des capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2006 – Normes comptables marocaines/ normes IAS-IFRS

En millions de dirhams		
Capitaux propres de l'ensemble consolidé – normes marocaines (publié au 1 <sup>er</sup> janvier 2006)	Note	2 623,5
Dont part du Groupe		2 616,3
Dont intérêts minoritaires		7,2
Ajustements de passage aux normes IAS-IFRS :		
Valorisation des immobilisations corporelles	a	
Engagements de retraite	b	
Valorisation du stock	c	
Retraitement des contrats de location financement	d	
Dépréciation d'actifs	e	
Comptabilisation des subventions d'investissement	f	
Effets de variations des cours des monnaies étrangères	g	
Provisions passifs	h	
Valorisation des immobilisations incorporelles	i	
Retraitement des instruments financiers	j	
Autres retraitements		
Impôts différés sur les retraitements ci-dessus	k	
<b>Capitaux propres de l'ensemble consolidé – normes IAS-IFRS au 1<sup>er</sup> janvier 2006</b>		
Dont part du Groupe		2 969,3
Dont intérêts minoritaires		6,0

#### Impacts de la première application des normes d'information financière internationale

- Les impacts sont issus principalement de la réévaluation de l'ensemble des immobilisations corporelles de la société Sonasid
- Il s'agit de l'engagement des entités du Groupe au titre des avantages à long terme et post-emploi accordés au personnel, en l'occurrence la couverture médicale postérieure à la retraite et les indemnités de fin de carrière.
- Le retraitement correspond principalement à la prise en compte des dotations aux amortissements calculées sur valeurs réévaluées ainsi que les durées d'utilité des biens.
- Le retraitement consiste en l'annulation des redevances de location et la comptabilisation des amortissements des biens loués ainsi que les intérêts de la dette de location financement.
- Il s'agit de la dépréciation à 100% du fonds commercial de Longométal Armatures car celui-ci ne répond pas à la définition d'un actif IFRS (pas d'avantages économiques futurs attendus).
- En normes marocaines de consolidation, les subventions d'investissement étaient retraitées en capitaux propres. En normes IFRS, les subventions sont retraitées en tant que des produits différés repris sur la durée d'utilité des actifs financés
- Il s'agit de l'annulation des écarts de conversion Actif et Passif en contrepartie des réserves.
- Il s'agit principalement de l'annulation des provisions non admises en normes IFRS, autres que les provisions réglementées, celles-ci faisant l'objet du même retraitement en normes marocaines de consolidation.
- L'impact est issu essentiellement de l'annulation des frais préliminaires et des autres charges à répartir.
- La société Sonasid se couvre contre le risque de change relatif à ses importations par le biais de l'achat de devises à terme. L'impact est donc issu de la comptabilisation de la juste valeur du dérivé de change en trading au 1<sup>er</sup> janvier 2006.
- Il s'agit de l'impact net des impôts différés (actif et passif) sur les différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan d'une part, et sur les différents retraitements ci-dessus, d'autre part.

#### 4.2.3 Réconciliation du résultat et des capitaux propres au 31 décembre 2006

En millions de dirhams	1 <sup>er</sup> janvier 2006	Résultat déc-06	Note	Autres variations	31-déc 2006
<b>Capitaux propres de l'ensemble consolidé – normes marocaines</b>	<b>2 623,5</b>	<b>676,9</b>		<b>(356,2)</b>	<b>2 944,2</b>
Dont part du Groupe	2 616,3	676,4		(351)	2 941,7
Dont intérêts minoritaires	7,2	0,5		(5,2)	2,5
Ajustements de passage aux normes IAS-IFRS :					
Valorisation des immobilisations corporelles	398,5	60,2	a		458,7
Engagements de retraite	(46,3)	(4,7)	b		(51)
Valorisation du stock	5,9	(9,7)			(3,8)
Retraitement des contrats de location financement	0,6	0,5			1
Dépréciation d'actifs	(8,6)	0			(8,6)
Comptabilisation des subventions d'investissement	(15,6)	0,7			(14,09)
Effets de variations des cours des monnaies étrangères	0,1	10,3	c		10,3
Provisions passif	29,1	(6,1)	d		23,0
Valorisation des immobilisations incorporelles	(11,0)	0,6			(10,3)
Retraitement des instruments financiers	1,4	(3,7)	e		(2,3)
Autres retraitements		(1,0)		1,0	0,0
Impôts différés sur les retraitements ci-dessus	(2,1)	(18,8)			(20,9)
<b>Capitaux propres de l'ensemble consolidé – normes IAS-IFRS</b>	<b>2 975,3</b>	<b>705,3</b>		<b>(355,2)</b>	<b>3 325,5</b>
Dont part du Groupe	2 969,3	704,7		(351)	3 323,1
Dont intérêts minoritaires	6	0,6		(4,2)	2,4

- L'impact sur le résultat est issu principalement du retraitement des amortissements de la période, pour tenir compte des valeurs réévaluées d'une part et des durées d'utilité économique, d'autre part.
- La charge correspond à la variation nette de l'engagement du groupe au titre des avantages post-emploi et long terme accordés au personnel (couverture médicale post-retraite et indemnités de départ en retraite).
- Impact de l'annulation des écarts de conversion Actif et Passif et comptabilisation en pertes et gains de change.
- Il s'agit de l'impact de l'annulation des provisions non admises en IFRS (Restructuration non répondant pas aux conditions de la norme IAS 37, provision pour perte de change...)
- Impact de la contre-passation du dérivé de change à terme au 1<sup>er</sup> janvier 2006 et comptabilisation au 31 décembre 2006.

4.2.4 Rapprochement du bilan au 1<sup>er</sup> janvier 2006 - Principes comptables marocains/ normes IAS-IFRS

ACTIF (en millions de Dirhams)	Comptes publiés 2005	IAS 2	IAS 12	IAS 16	IAS 17	IAS 19	IAS 20	IAS 21	IAS 36	IAS 37	IAS 38	IAS 39	Reclassement	Bilan IFRS 1 <sup>er</sup> janvier 2006
Immobilisations incorporelles, net	19,8								-1,1		-18,5			0,2
Immobilisations corporelles, net	1 570,3			398,5	19,8									1 988,6
Autres actifs financiers	37,9													
Instruments financiers dérivés	-													--
Actifs financiers à la JV par résultat	--													--
Prêts et créances	37,9													37,9
Impôts différés actifs	--		86,8										-86,8	--
Autres débiteurs non courants, net	--												13,1	13,1
<b>Total actifs non-courants</b>	<b>1 628,0</b>	<b>-</b>	<b>86,8</b>	<b>398,5</b>	<b>19,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-17,3</b>	<b>-</b>	<b>-2,3</b>	<b>-</b>	<b>-73,7</b>	<b>2 039,7</b>
Autres actifs financiers	--											0,9		0,9
Instruments financiers dérivés	--											0,9		0,9
Actifs financiers à la JV par résultat	--													--
Actifs disponibles à la vente	--													--
Prêts et créances et placements, net	--													--
Stocks et en-cours, net	945,3	5,9												951,2
Créances clients, net	734,9										0,4			735,3
Autres débiteurs courants, net	525,4							-1,3					87,5	611,7
Trésorerie et équivalent de trésorerie	211,9													211,9
<b>Total actifs courants</b>	<b>2 417,5</b>	<b>5,9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-1,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1,4</b>	<b>87,5</b>	<b>2 511,1</b>
<b>Total Actif</b>	<b>4 045,5</b>	<b>5,9</b>	<b>86,8</b>	<b>398,5</b>	<b>19,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-1,3</b>	<b>-17,3</b>	<b>-</b>	<b>-2,3</b>	<b>1,4</b>	<b>-13,9</b>	<b>4 550,8</b>

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS (en millions de Dirhams)	Comptes publiés 2005	IAS 2	IAS 12	IAS 16	IAS 17	IAS 19	IAS 20	IAS 21	IAS 36	IAS 37	IAS 38	IAS 39	Reclassement	Bilan IFRS 1 <sup>er</sup> janvier 2006
Capital	390													390,0
Primes d'émission et de fusion	1,6													1,6
Réserves	1 659,2	5,9	(2,1)	398,5	0,6	(46,3)	(15,6)	0,1	(17,3)	29,1	(2,3)	1,4	1,2	2 012,2
Ecart de conversion	-													-
Résultats net part du groupe	565,6													565,6
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère</b>	<b>2 616,3</b>	<b>5,9</b>	<b>(2,1)</b>	<b>398,5</b>	<b>0,6</b>	<b>(46,3)</b>	<b>(15,6)</b>	<b>0,1</b>	<b>(17,3)</b>	<b>29,1</b>	<b>(2,3)</b>	<b>1,4</b>	<b>1,2</b>	<b>2 969,3</b>
Intérêts minoritaires	7,2												(1,2)	6,0
<b>Capitaux propres de l'ensemble consolidé</b>	<b>2 623,5</b>	<b>5,9</b>	<b>(2,1)</b>	<b>398,5</b>	<b>0,6</b>	<b>(46,3)</b>	<b>(15,6)</b>	<b>0,1</b>	<b>(17,3)</b>	<b>29,1</b>	<b>(2,3)</b>	<b>1,4</b>	<b>-</b>	<b>2 975,3</b>
Provisions	119,0									(29,1)			1,3	91,2
Avantages du personnel	-				46,3									46,3
Dettes financières non courantes	0,9													19,1
Instruments financiers dérivés	-													-
Dettes envers les établissements de crédit	0,9													0,9
Dettes liées aux contrats de location financement	-				18,2									18,2
Impôts différés passifs	-		88,8										13,9	102,7
Autres créditeurs non courants	-						14,9						0,8	15,7
<b>Passifs non courants</b>	<b>119,9</b>	<b>-</b>	<b>88,8</b>	<b>-</b>	<b>18,2</b>	<b>46,3</b>	<b>14,9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(29,1)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15,9</b>	<b>274,9</b>
Provisions	-													-
Dettes financières courantes	150,0													151,0
Dettes envers les établissements de crédit	150,0													150,0
Dettes représentées par un titre	-													-
Dettes liées aux contrats de location financement	-				1									1,0
Dettes fournisseurs courantes	857,8													857,8
Autres créditeurs courants	294,2						0,7	(1,3)					(2,0)	291,6
<b>Passifs courants</b>	<b>1 302,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1,0</b>	<b>-</b>	<b>0,7</b>	<b>(1,3)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2,0)</b>	<b>1 300,5</b>
<b>Total passifs</b>	<b>1 421,9</b>	<b>-</b>	<b>88,8</b>	<b>-</b>	<b>19,2</b>	<b>46,3</b>	<b>15,6</b>	<b>(1,3)</b>	<b>-</b>	<b>(29,1)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13,9</b>	<b>1 575,4</b>
<b>Total capitaux propres et passifs</b>	<b>4 045,5</b>	<b>5,9</b>	<b>86,7</b>	<b>398,5</b>	<b>19,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1,3)</b>	<b>(17,3)</b>	<b>-</b>	<b>(2,3)</b>	<b>1,4</b>	<b>13,9</b>	<b>4 550,8</b>

**Immobilisations incorporelles** : la variation des immobilisations incorporelles s'explique principalement par la dépréciation à 100% des fonds commerciaux comptabilisés dans les comptes sociaux et l'annulation des frais préliminaires et des charges à répartir.

**Immobilisations corporelles** :

**IAS 16** : l'augmentation correspond principalement à l'évaluation à la juste valeur de l'ensemble des immobilisations de la société Sonasid à la date de la première adoption des normes IFRS comme l'autorise la norme IFRS 1.

**IAS 17** : comptabilisation à l'actif de l'immeuble acquis en location financement.

**Impôts différés actifs** : les impôts différés actifs proviennent essentiellement des différences temporelles entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des différents actifs et passifs, ainsi que de certains retraitements.

Comme le prévoit la norme, ceux-ci ont été compensés avec les impôts différés passifs.

**Instruments dérivés de couverture** : il s'agit de la constatation du dérivé de change à terme sur les couvertures en devises au 1<sup>er</sup> Janvier 2006.

**Stocks et encours** : l'impact est issu du retraitement de la valorisation des stocks pour tenir compte des amortissements calculés selon les règles IFRS (Approche par composants, amortissement sur la durée d'utilité des actifs).

**Provisions (non courantes)** : la variation correspond à l'annulation des provisions ne répondant pas aux conditions de la norme IAS 37 (Restructuration, provision pour perte de change...etc)

**Avantages au personnel** : il s'agit de la constatation des engagements du personnel au titre des avantages post emploi et long terme à la date du 1<sup>er</sup> Janvier 2006.

**Dettes liées aux contrats de location financement (non courantes)** : comptabilisation de la dette de location financement dont l'échéance est supérieur à un an.

**Impôts différés passifs** : il s'agit des impôts différés calculés sur les différents retraitements IFRS.

**Autres créditeurs non courants** : la variation correspond au reclassement des subventions d'investissement dans ce poste.

**Dettes liées aux contrats de location financement (courantes)** : reclassement dans ce poste de la partie à moins d'un an.

**Autres créditeurs courants** : la variation correspond principalement à l'annulation des écarts de conversion Passif.

## 4.2.5 Présentation du Compte de Résultat IFRS au 31 décembre 2006

En millions de dirhams	Comptes CRC au 31.12.2006	IAS 2	IAS16	IAS17	IAS19	IAS37	IAS38	IAS32-39	IAS12	Autres retraitements	Reclassements	Résultat IFRS	Note
Chiffre d'affaires	5 707,8											5 707,8	
Autres produits de l'activité	361,9	(3,8)										358,1	
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>6 069,70</b>	<b>(3,8)</b>										<b>6 065,9</b>	<b>a</b>
Achats	(4 382)											(4 382)	
Autres charges externes	(271,6)			3,2			(0,6)					(268,9)	b
Frais de personnel	(179,8)				(4,7)							(184,5)	c
Impôts et taxes	(12,3)											(12,3)	
Amortissements et provisions d'exploitation	(215,2)	(5,9)	60,2	(0,5)		2,2	1,2				(1,6)	(159,8)	d
Autres produits et charges d'exploitation	(1)									(1,1)	1,8	(0,2)	
Charges d'exploitation courantes	(5 061,8)	(5,9)	60,2	2,7	(4,7)	2,2	0,6			(1,1)	0,2	(5 007,7)	
<b>Résultat d'exploitation courant</b>	<b>1 007,9</b>	<b>(9,7)</b>	<b>60,2</b>	<b>2,7</b>	<b>(4,7)</b>	<b>2,2</b>	<b>0,6</b>			<b>(1,1)</b>	<b>0,2</b>	<b>1 058,2</b>	
Cession d'actifs	1,2											1,2	
Résultats sur instruments financiers								(3,6)				(3,6)	e
Autres produits et charges d'exploitation non courants	(7,2)									1	(0,2)	(6,4)	
<b>Résultat des activités opérationnelles</b>	<b>1 001,9</b>	<b>(9,7)</b>	<b>60,2</b>	<b>2,7</b>	<b>(4,7)</b>	<b>2,2</b>	<b>0,6</b>	<b>(3,6)</b>		<b>(0,1)</b>		<b>1 049,3</b>	
Produits d'intérêts	7,3											7,3	
Charges d'intérêts	(1,9)			(2,2)		(1,9)						(5,4)	f
Autres produits et charges financiers	23,5					(1,3)					5,2	26,8	g
<b>Résultat financier</b>	<b>28,9</b>			<b>(2,2)</b>		<b>(3,2)</b>					<b>5,2</b>	<b>28,7</b>	
Résultat avant impôts des entreprises intégrées	1 030,7	(9,7)	60,2	0,5	(4,7)	(1)	0,6	(3,6)		5,1		1 078,0	
Impôts sur les bénéfices	(309,7)											(309,7)	
Impôts différés	(44,1)								(18,8)			(63)	h
Impôts	(353,9)								(18,8)			(372,7)	
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>676,9</b>	<b>(9,7)</b>	<b>60,2</b>	<b>0,5</b>	<b>(4,7)</b>	<b>(1)</b>	<b>0,6</b>	<b>(3,6)</b>	<b>(18,8)</b>	<b>5,1</b>		<b>705,3</b>	
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>676,9</b>	<b>(9,7)</b>	<b>60,2</b>	<b>0,5</b>	<b>(4,7)</b>	<b>(1)</b>	<b>0,6</b>	<b>(3,6)</b>	<b>(18,8)</b>	<b>5,1</b>		<b>705,3</b>	
Résultat net des activités abandonnées													
<b>Résultat de l'ensemble consolidé</b>	<b>676,9</b>	<b>(9,7)</b>	<b>60,2</b>	<b>0,5</b>	<b>(4,7)</b>	<b>(1)</b>	<b>0,6</b>	<b>(3,6)</b>	<b>(18,8)</b>	<b>5,1</b>		<b>705,3</b>	
Intérêts minoritaires	(0,5)									(0,1)		(0,6)	
Part des minoritaires	(0,5)									(0,1)		(0,6)	
<b>Résultat net - Part du Groupe</b>	<b>676,3</b>	<b>(9,7)</b>	<b>60,2</b>	<b>0,5</b>	<b>(4,7)</b>	<b>(1)</b>	<b>0,6</b>	<b>(3,6)</b>	<b>(18,8)</b>	<b>5,0</b>		<b>704,7</b>	

- (a) L'impact est issu principalement du retraitement de la valorisation des stocks pour tenir compte des dotations aux amortissements calculés selon les règles IFRS.
- (b) Il s'agit essentiellement de l'annulation des loyers relatifs au contrat de location financement et la comptabilisation en charges des frais préliminaires et des charges à répartir.
- (c) L'augmentation des frais de personnel correspond à la variation de la provision au titre des avantages post-emploi et long terme accordés au personnel.
- (d) L'impact global comprend principalement au
- retraitement des dotations aux amortissements selon les valeurs réévaluées ainsi que les durées d'utilité.
  - retraitement de la provision pour dépréciation des stocks conformément à IAS 2.
- (e) L'impact correspond à la variation de la juste valeur des dérivés de change en trading.
- (f) L'impact du retraitement IFRS est issu de la comptabilisation des intérêts sur la dette de la location financement ainsi que la charge de déactualisation des provisions selon IAS 37.
- (g) Il s'agit de la comptabilisation des écarts de conversion actif et passif respectivement en pertes et gains de change, ainsi que l'annulation de la provision pour perte de change, car celle-ci n'est pas admise en IFRS.
- (h) L'impact en résultat correspond aux impôts différés nets des tous les retraitements IFRS.

### Note 5. Informations sectorielles

Le Groupe Sonasid intervient principalement dans le secteur de la sidérurgie. Par ailleurs, la quasi-totalité de son activité est réalisée au Maroc. De ce fait, le Groupe Sonasid n'a retenu aucun niveau d'information sectorielle ou zone géographique.

### Note 6. Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe Sonasid se décomposent de la manière suivante :

En Millions de MAD	2007	2006
- Chiffre d'affaires	6 427,5	5 707,8
- Autres produits de l'activité	(101,6)	358,1
<b>Total produits des activités ordinaires</b>	<b>6 325,9</b>	<b>6 065,9</b>

Le chiffre d'affaires se décompose globalement comme suit :

En Millions de MAD	2007	2006
- Ventes de Marchandises en l'état	120,9	177,7
- Production vendue de biens et services	6 306,6	5 530,1
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>6 427,5</b>	<b>5 707,8</b>

### Note 7. Achats et autres charges externes

Les achats et les autres charges externes se décomposent comme suit :

En Millions de MAD	2007	2006
Achats de marchandises	(119,5)	(196,8)
Achats de matières premières	(4 382,3)	(4 185,2)
<b>Achats</b>	<b>(4 501,8)</b>	<b>(4 382,0)</b>
Loyers opérationnels	(21,7)	(21,4)
Entretien et réparations	(30)	(16,1)
Rémunération de personnel extérieur à l'entreprise	(13,1)	(7,5)
Transport	(85,8)	(66,8)
Charges externes diverses	(192,4)	(157,2)
<b>Autres charges externes</b>	<b>(343)</b>	<b>(268,9)</b>
<b>Total Achats et Autres charges externes</b>	<b>(4 844,8)</b>	<b>(4 650,9)</b>

### Note 8. Frais de personnel et effectifs

#### 8.1. Frais de personnel

Les charges de personnel de l'exercice sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

En Millions de MAD	2007	2006
Salaires et traitements	(133,6)	(131,6)
Autres charges sociales	(51,1)	(46,6)
Coût des services rendus post-emploi	(9,2)	(6,3)
<b>Total</b>	<b>(194,0)</b>	<b>(184,5)</b>

#### 8.2. Effectifs moyens

Les effectifs moyens des entreprises consolidées par intégration se ventilent comme suit :

	2007	2006	Var %
Cadres	114	106	8%
Non cadres	896	874	3%
Intérimaires	397	728	-45%
Autres	4		
<b>Total</b>	<b>1 411</b>	<b>1 708</b>	<b>-17%</b>

### Note 9. Amortissements et provisions d'exploitation

Les variations d'amortissements et de provisions ayant un impact sur le résultat d'exploitation courant pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 31 décembre 2006 se décomposent comme suit :

En Millions de MAD	2007	2006
<b>Amortissements nets impactant le résultat d'exploitation courant</b>		
Immobilisations incorporelles	(0,9)	(0,6)
Immobilisations corporelles	(135,2)	(124,5)
Immeubles de placement		
<b>Sous-total</b>	<b>(136,1)</b>	<b>(125,1)</b>
<b>Provisions et Pertes de valeur nettes impactant le résultat d'exploitation courant</b>		
Immobilisations		
Stocks	35,6	(33,4)
Créances	0,3	(1,8)
Risques et charges	0,8	0,5
<b>Sous-total</b>	<b>36,7</b>	<b>(34,7)</b>
<b>Total</b>	<b>(99,4)</b>	<b>(159,8)</b>

**Note 10. Autres produits et charges d'exploitation**

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent de la façon suivante :

En Millions de MAD	2007	2006
Cession d'actifs	0,3	1,2
Résultats sur dérivés de change - trading	(6,2)	(3,6)
Autres produits et charges	2,2	(6,5)
<b>Total autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>(3,7)</b>	<b>(8,9)</b>

**Note 11. Résultat financier**

Le résultat financier aux 31 décembre 2007 et 2006 se décompose de la façon suivante :

En Millions de MAD	2007	2006
Produits d'intérêts	16,3	7,3
Charges d'intérêts	(1,9)	(5,4)
Reprises des pertes de valeur	0,1	
Gains et pertes de change financiers	(9,1)	29,1
Autres charges financières	(2,8)	(2,3)
<b>Résultat financier</b>	<b>2,6</b>	<b>28,7</b>

**Note 12. Impôts****12.1. Charge d'impôt reconnue en compte de résultat**

La charge d'impôt pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 2006, s'analyse comme suit :

En Millions de MAD	2007	2006
<b>Charge d'impôt courant</b>		
Charge de l'exercice	(391,8)	(309,7)
Ajustement de la charge d'impôt provenant d'exercices antérieurs		
	(391,8)	(309,7)
<b>(Charges) / produits d'impôts différés</b>		
Variations des différences temporaires	(22,6)	(63)
Variations des taux d'imposition	38,1	
Variation des déficits fiscaux antérieurs		
	15,5	(63)
<b>(Charge) / Produit total d'impôt</b>	<b>(376,3)</b>	<b>(372,7)</b>

La charge d'impôt courant correspond aux montants payés ou restant à payer à court terme aux administrations fiscales au titre de la période.

**12.2. Impôts différés comptabilisés au bilan**

La charge d'impôt pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 2006, s'analyse comme suit :

En Millions de MAD	Actif		Passif	
	31-déc-07	31-Déc-06	31-déc-07	31-déc-06
<b>Impôts différés</b>				
Provenant des différences temporaires	2,9	1,9	153,2	167,7
Provenant des déficits fiscaux	-	-	-	-
Provenant des crédits d'impôt	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2,9</b>	<b>1,9</b>	<b>153,2</b>	<b>167,7</b>

Toutes les différences temporelles ont donné lieu à comptabilisation d'un impôt différé.

**Note 13. Immobilisations incorporelles**

En Millions de MAD	Frais de développement	Logiciels	Concessions brevets et droits similaires	Autres	Total
<b>Valeurs brutes</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2006</b>		<b>21,7</b>			<b>21,7</b>
Acquisitions		2			2
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente					
Autres mouvements					
<b>Au 31 décembre 2006</b>		<b>23,7</b>			<b>23,7</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2007</b>		<b>23,7</b>			<b>23,7</b>
Acquisitions		1,1			1,1
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente					
Autres mouvements					
<b>Au 31 décembre 2007</b>		<b>24,8</b>			<b>24,8</b>
<b>Amortissements et pertes de valeurs</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2006</b>		<b>(21,4)</b>			<b>(21,4)</b>
Amortissements		(0,6)			(0,6)
Pertes de valeur					
Reprise de pertes de valeur					
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente					
Autres mouvements					
<b>Au 31 décembre 2006</b>		<b>(22)</b>			<b>(22)</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2007</b>		<b>(22)</b>			<b>(22)</b>
Amortissements		(0,9)			(0,9)
Pertes de valeur					
Reprise de pertes de valeur					
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente					
Autres mouvements					
<b>Au 31 décembre 2007</b>		<b>(23)</b>			<b>(23)</b>
<b>Valeurs nettes</b>					
<b>Au 31 décembre 2006</b>		<b>1,6</b>			<b>1,6</b>
<b>Au 31 décembre 2007</b>		<b>1,8</b>			<b>1,8</b>

**Note 14. Immobilisations corporelles et immeubles de placement**

En Millions de MAD	Terrains	Construc-tions	Maté-riel et outillage	Immobi-lisations en cours	Immeu-bles de placement	Autres	Total
<b>Valeurs brutes</b>							
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	<b>138</b>	<b>545</b>	<b>2 508,5</b>	<b>53,8</b>		<b>102,2</b>	<b>3 347,4</b>
Acquisitions	13,7	28,6	60	27,9		7,6	137,8
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0	(1,4)					(1,4)
Autres mouvements			58,2	(58,2)			
<b>Au 31 décembre 2006</b>	<b>151,7</b>	<b>572,2</b>	<b>2 626,7</b>	<b>23,5</b>		<b>109,7</b>	<b>3 483,7</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	151,7	572,2	2 626,7	23,5		109,7	3 483,7
Acquisitions	0,5	16,5	28,5	106,1		4,2	155,8
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente		(0,5)				(4,1)	(4,5)
Autres mouvements	(6,2)	0,8	21,5	(19,9)		3,6	(0,2)
<b>Au 31 décembre 2007</b>	<b>145,9</b>	<b>589</b>	<b>2 676,6</b>	<b>109,7</b>		<b>113,5</b>	<b>3 634,8</b>
<b>Amortissements et pertes de valeurs</b>							
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	<b>(2,2)</b>	<b>(82,8)</b>	<b>(1 196,9)</b>			<b>(77)</b>	<b>(1 358,8)</b>
Amortissements	(2,4)	(29,7)	(87,2)			(5,2)	(124,5)
Pertes de valeur							
Reprises de pertes de valeur							
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente		1,2					1,2
Autres mouvements							
<b>Au 31 décembre 2006</b>	<b>(4,6)</b>	<b>(111,2)</b>	<b>(1 284,1)</b>			<b>(82,2)</b>	<b>(1 482,1)</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	(4,6)	(111,2)	(1 284,1)			(82,2)	(1 482,1)
Amortissements	(2,4)	(30,6)	(96)			(6,1)	(135,2)
Pertes de valeur							
Reprises de pertes de valeur							
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente		0,1				4	4,1
Autres mouvements							
<b>Au 31 décembre 2007</b>	<b>(7,1)</b>	<b>(141,7)</b>	<b>(1 380,0)</b>			<b>(84,4)</b>	<b>(1 613,2)</b>
<b>Valeurs nettes</b>							
<b>Au 31 décembre 2006</b>	<b>147</b>	<b>461</b>	<b>1 342,6</b>	<b>23,5</b>		<b>27,5</b>	<b>2 001,6</b>
<b>Au 31 décembre 2007</b>	<b>138,9</b>	<b>447,3</b>	<b>1 296,6</b>	<b>109,7</b>		<b>29,1</b>	<b>2 021,6</b>

**Contrats de location financement**

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de location financement comprises essentiellement dans les postes constructions et matériels et outillages, s'élèvent aux 31 décembre 2007 et 2006 en valeur brute à respectivement 23,6 MMAD et 21,9 MMAD (en valeur nette à 19,2 MMAD au 31.12.2006 et à 20,4 MMAD au 31.12.2007).

**Immeubles de placement**

Le Groupe ne dispose pas d'immeubles de placement à la date de clôture de l'exercice au 31 Décembre 2007.

**Note 15. Autres actifs financiers**

Les autres actifs financiers du Groupe se décomposent en valeur nette comme suit :

En Millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
<b>Part non courante</b>		
- prêts et créances	47,2	50,6
- actifs financiers disponibles à la vente		
<b>Total</b>	<b>47,2</b>	<b>50,6</b>
<b>Part courante</b>		
- instruments financiers dérivés	0,4	
- actifs disponibles à la vente		44,9
- prêts et créances		
<b>Total</b>	<b>0,4</b>	<b>44,9</b>
<b>Total autres actifs financiers</b>	<b>47,6</b>	<b>95,5</b>

**Note 16. Stocks et encours**

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 2006 :

En Millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Stocks de matières et fournitures consommables	0,2	3,1
Stocks de marchandises	849,4	888,5
Stocks de produits finis et intermédiaires	60,3	396,1
En-cours de production	432	248
<b>Total des stocks en valeur brute</b>	<b>1 341,9</b>	<b>1 535,7</b>
Montant de la perte de valeur en début de période	(69,9)	(42,4)
Perte de valeur constatée sur la période	(5,8)	(32,4)
Reprise de perte de valeur suite à des sorties et des cessions	41,4	4,9
reprise de perte de valeur devenue sans objet		
Autres mouvements		
<b>Montant de la perte de valeur en fin de période</b>	<b>(34,3)</b>	<b>(69,9)</b>
<b>Total des stocks, net</b>	<b>1 307,6</b>	<b>1 465,8</b>

**Note 17. Créances clients et autres débiteurs**

La valeur brute et la valeur de réalisation des créances clients et autres débiteurs au 31 décembre 2007 et 31 décembre 2006 sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

En Millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Créances clients	958,1	857,4
Créances clients - part > 1 an	13,4	13,8
Comptes d'associés débiteurs	1 001,3	310,5
Etat débiteur	237,1	288,6
Autres débiteurs	11,3	136,3
<b>Total des créances clients en valeur brute</b>	<b>2 221,3</b>	<b>1 606,6</b>
Montant de la perte de valeur en début de période	(13,7)	(11,9)
Perte de valeur constatée sur la période	(0,8)	(1,9)
Autres mouvements		
<b>Montant de la perte de valeur en fin de période</b>	<b>(14,5)</b>	<b>(13,8)</b>
<b>Total des créances clients et autres débiteurs en valeur nette</b>	<b>2 206,8</b>	<b>1 592,8</b>

Le compte d'associés débiteurs comprend les avances de trésorerie à la société Nouvelles Sidérurgies Industrielles (NSI), dans le cadre de la convention de gestion de trésorerie (Cash-pooling).

L'importante augmentation de ce poste est la résultante des excédents de trésorerie générés par l'activité du groupe en 2007.

**Note 18. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme en instruments monétaires. Ces placements, d'échéance inférieure à douze mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

En Millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Banque	41,4	65,9
Autres comptes de trésorerie	37,4	211,8
<b>Total</b>	<b>78,8</b>	<b>277,7</b>

**Note 19. Capitaux propres****19.1. Variation des capitaux propres part du Groupe**

En Millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Capitaux propres consolidés en début d'exercice	3 323,0	2 969,3
Dividendes versés	(390,0)	(351,0)
Autres variations		
Augmentation de capital		
Résultat net (Part du Groupe) de la période	794,0	704,7
<b>Total</b>	<b>3 727,2</b>	<b>3 323,0</b>

**19.2. Variation des réserves Groupe**

Les réserves se décomposent de la façon suivante :

En millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Réserve légale	39	39
Réserve de conso Groupe	13,1	2,8
Autres réserves Groupe	907,4	924,9
Autres réserves	1 217,4	1 062,4
Report à nouveau	364,6	197,6
<b>Réserves Groupe</b>	<b>2 541,6</b>	<b>2 226,7</b>

**19.3. Variation des intérêts minoritaires**

En millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Intérêts minoritaires en début d'exercice	2,4	6
Dividendes versés		
Autres variations	(0,1)	(4,2)
Résultat de l'exercice	0,2	0,6
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>

**Note 20. Provisions**

Les provisions courantes et non courantes s'analysent comme suit :

En Millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Litiges	3,4	3,4
Autres risques	91,9	89,9
<b>Total</b>	<b>95,4</b>	<b>93,4</b>

En millions de MAD	Solde au 01/01/07	Ecart de conversion	Dotation de l'exercice	Reprise provisions utilisées	Reprise provisions non utilisées (a)	Effets de désactualisation	Solde au 31 décembre 2007
Litiges	3,4						3,4
Autres risques	89,9			(0,8)		2,8	91,9
<b>Total</b>	<b>93,4</b>			<b>(0,8)</b>			<b>95,4</b>
<b>Dont:</b>							
- Part non courante	92,9			(0,8)		2,8	94,9
- Part courante	0,5						0,5

**Note 21. Avantages du personnel**

Les hypothèses retenues au 1<sup>er</sup> janvier 2006, au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007 sont détaillées dans la note 23 de la liasse de consolidation complète (consulter le site Internet [www.sonasid.ma](http://www.sonasid.ma)).

**Note 22. Dettes financières**

Les dettes financières courantes et non courantes du Groupe se décomposent comme suit :

En Millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	0,3	0,6
Dettes de location financement	1	17,1
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires		
Autres dettes financières		
<b>Total dettes financières non courantes</b>	<b>1,3</b>	<b>17,8</b>
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	144,7	248,8
Dettes de location financement	18,4	1
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires		
Autres dettes financières		
<b>Total dettes financières courantes</b>	<b>163,1</b>	<b>249,9</b>
<b>Total</b>	<b>164,5</b>	<b>267,6</b>

**Note 23. Dettes fournisseurs et autres créditeurs**

En Millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Dettes fournisseurs	920,4	987
Autres créditeurs (Hors instruments dérivés)	486,7	534,7
<b>Total des dettes fournisseurs et autres créditeurs</b>	<b>1 407,1</b>	<b>1 521,7</b>

**Note 24. Instruments financiers****24.1. Juste valeur des actifs financiers**

En millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	78,8	277,7
Clients et autres débiteurs	2 216,7	1 599,6
Autres actifs financiers	47,2	95,5
Instruments dérivés courants	0,4	
<b>Total</b>	<b>2 343,1</b>	<b>1 972,8</b>

**24.2. Juste valeur des passifs financiers**

En millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Concours bancaires courants	144,7	248,8
Fournisseurs et autres créditeurs	1 464,7	1 535,9
Dettes de location financement	19,4	18,2
Instruments dérivés courants	9,4	2,7
Autres passifs financiers		
Dettes de financement	0,3	0,6
<b>Total</b>	<b>1 638,5</b>	<b>1 806,2</b>

**Note 25. Autres engagements****Engagements donnés**

En Millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Avals, cautions et garanties donnés	33	34
Dettes garanties par des actifs nantis ou hypothéqués		
Autres engagements donnés	613,8	999,5
<b>Total</b>	<b>646,8</b>	<b>1 033,5</b>

Les autres engagements donnés comprennent principalement les engagements liés aux règlements des importations tels que les crédits documentaires et les remises documentaires.

**Engagements reçus**

En Millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Avals, cautions et garanties reçus	698,3	474
Nantissement et hypothèques reçus	21,4	24,9
Autres engagements reçus		
<b>Total</b>	<b>719,7</b>	<b>498,9</b>

Les avals, cautions et garanties reçus comprennent :

- Les cautions bancaires reçues des clients en couverture du risque d'insolvabilité : 421,5 MMAD en 2007 contre 441,2 en 2006.
- Les cautions bancaires reçues des fournisseurs dans le cadre de divers marchés : 276,8 MMAD en 2007 contre 32,8 MMAD en 2006.

**Note 26. Passifs éventuels**

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des garanties bancaires et autres éléments survenant dans le cadre habituel de ses activités. Le Groupe ne s'attend pas à ce que ces éléments donnent lieu à des passifs significatifs.

Par ailleurs, le Groupe a d'autres passifs éventuels liés aux lois sur l'environnement (les décrets d'application n'ayant pas encore été promulgués). Toutefois, ces éléments ne devraient pas amener le groupe à comptabiliser un passif.

**Note 27. Parties liées****Transactions avec les principaux dirigeants**

La rémunération des administrateurs et des membres du comité de direction incluses dans les charges de la période se décompose comme suit :

En Millions de MAD	2007	2006
Administrateurs	1,1	1
Membres du comité de direction	10,4	10,9
<b>Total</b>	<b>11,5</b>	<b>11,9</b>

**Note 28. Tableau des flux de trésorerie****28.1. Détail de l'incidence de la variation du BFR sur la trésorerie de l'exercice**

En Millions de MAD	2007	2006
Variation des stocks	158,2	(514,6)
Variation des créances	(617,1)	(239,4)
Variation des dettes	(116,6)	370,8
<b>Variation du BFR</b>	<b>(575,5)</b>	<b>(383,2)</b>

**28.2. Réconciliation de la trésorerie affichée au bilan et au TFT**

En Millions de MAD	2007	2006
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	78,8	277,7
Trésorerie Passive (Montant inclus dans les dettes courantes envers les établissements de crédit)	(144,7)	(248,8)
<b>Trésorerie et équivalents de Trésorerie – Bilan</b>	<b>(65,9)</b>	<b>28,9</b>
Titres et valeurs de placements	-	-
<b>Trésorerie et équivalents de Trésorerie - TFT</b>	<b>(65,9)</b>	<b>28,9</b>

**Note 29. Evénements postérieurs à la clôture**

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis le 31 décembre 2007.

**Note 30. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2007**

	31-déc-07			31-déc-06		
	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode
SONASID	100%	100%	IG	100%	100%	IG
LONGOMETAL ARMATURES	96,93%	96,93%	IG	96,32%	96,32%	IG

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

**PRICEWATERHOUSECOOPERS** 

Price Waterhouse  
101, Bd Massira Al Khadra  
20100 Casablanca - Maroc

**ERNST & YOUNG**

37, Bd. Abdellatif Ben Kaddour  
20100 Casablanca  
Maroc

Aux Actionnaires de la

**SONASID**

Twin Center, 18<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES-EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2007.

Nous avons procédé à l'audit des comptes consolidés de Sonasid S,A et ses filiales (Groupe Sonasid ) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, présentés ci-joints.La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de Sonasid S.A .

Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes sur la base de notre audit.Ces comptes ont été préparés pour la première fois conformément au référentiel International Financial Reporting Standards (IFRS) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Ils comprennent à titre comparatif les données relatives à l'exercice 2006 retraitées selon les mêmes règles.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession applicables au Maroc.

Ces normes exigent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.Un audit comprend l'examen,sur la base de sondages, des éléments probants qui justifient les montants et les informations contenus dans les comptes consolidés.Un audit comprend aussi une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que la présentation générale des comptes

consolidés.Nous estimons que nos travaux d'audit constituent un fondement raisonnable de notre opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les comptes consolidés du Groupe Sonasid, cités au premier paragraphe, donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés au 31 décembre 2007 de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Casablanca, le 25 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

Price Waterhouse

  
Mohamed Haddou-Bouazza

Associé

Ernst & Young

  
Hicham Belmrah

Associé

## COMPTES SOCIAUX

## Bilan Actif

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

A C T I F	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
	BRUT	Amortissements et Provisions	NET	NET
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR (A)</b>	<b>4 637 934,32</b>	<b>2 825 256,68</b>	<b>1 812 677,64</b>	<b>2 290 097,72</b>
• Frais préliminaires				
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	4 637 934,32	2 825 256,68	1 812 677,64	2 290 097,72
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>	<b>31 576 767,19</b>	<b>22 499 459,80</b>	<b>9 077 307,39</b>	<b>9 204 681,77</b>
• Brevets, marques, droits, et valeurs similaires	24 085 140,70	22 499 459,80	1 585 680,90	1 713 055,28
• Fond commercial	7 491 626,49		7 491 626,49	7 491 626,49
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	<b>3 180 149 287,94</b>	<b>1 721 018 126,43</b>	<b>1 459 131 161,51</b>	<b>1 501 517 306,09</b>
• Terrains	44 019 782,27	2 466 477,50	41 553 304,77	47 388 800,19
• Constructions	435 976 092,03	125 748 967,68	310 227 124,35	317 673 123,84
• Installations techniques, matériel et outillage	2 451 209 587,92	1 489 932 182,83	961 277 405,09	1 068 749 295,79
• Matériel de transport	43 840 915,89	31 655 720,58	12 185 195,31	16 771 045,38
• Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	30 980 047,19	19 770 910,36	11 209 136,83	9 515 474,96
• Autres immobilisations corporelles	64 421 395,78	51 443 867,48	12 977 528,30	17 911 866,18
• Immobilisations corporelles en cours	109 701 466,86		109 701 466,86	23 507 699,75
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)</b>	<b>105 853 026,27</b>	<b>251 767,84</b>	<b>105 601 258,43</b>	<b>99 047 379,66</b>
• Prêts immobilisés	11 382 571,71	251 767,84	11 130 803,87	14 562 925,10
• Autres créances financières	35 976 354,56		35 976 354,56	35 990 354,56
• Titres de participation	58 494 100,00		58 494 100,00	48 494 100,00
<b>ECARTS DE CONVERSION ACTIF (E)</b>				
• Diminution des créances immobilisées				
• Augmentation des dettes de financement				
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>3 322 217 015,72</b>	<b>1 746 594 610,75</b>	<b>1 575 622 404,97</b>	<b>1 612 059 465,24</b>
<b>STOCKS (F)</b>	<b>1 320 905 256,80</b>	<b>34 260 337,11</b>	<b>1 286 644 919,69</b>	<b>1 416 143 459,52</b>
• Marchandises	198 746,11		198 746,11	3 078 643,39
• Matières et fournitures consommables	827 988 146,45	31 507 774,71	796 480 371,74	805 064 304,35
• Produits en cours	61 845 434,80	1 335 818,36	60 509 616,44	364 477 860,56
• Produits intermédiaires et produits résiduels	8 327 973,02		8 327 973,02	1 410 040,49
• Produits finis	422 544 956,42	1 416 744,04	421 128 212,38	242 112 610,73
<b>CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>2 171 403 530,36</b>	<b>13 455 659,08</b>	<b>2 156 721 647,69</b>	<b>1 546 660 975,07</b>
• Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	4 545 734,61		4 545 734,61	114 069 226,44
• Clients et comptes rattachés	914 491 422,46	11 239 151,76	903 252 270,70	855 526 716,44
• Personnel	1 896 914,61		1 896 914,61	1 748 308,43
• Etat	194 339 658,61		194 339 658,61	246 373 913,23
• Comptes d'associés	1 001 276 409,28		1 001 276 409,28	310 501 033,33
• Autres débiteurs	50 995 607,60	2 216 507,32	48 779 100,28	13 803 689,20
• Comptes de régularisation. Actif	2 631 559,60		2 631 559,60	4 638 088,00
<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>				<b>44 915 456,00</b>
<b>ECART DE CONVERSION ACTIF (I)</b>	<b>1 226 223,59</b>		<b>1 226 223,59</b>	<b>326 756,44</b>
(Eléments circulants)				
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>3 492 308 787,16</b>	<b>47 715 996,19</b>	<b>3 444 592 790,97</b>	<b>3 008 046 647,03</b>
<b>TRESORERIE - ACTIF</b>				
• Chèques et valeurs à encaisser	37 292 407,62		37 292 407,62	211 712 877,64
• Banque T.G et C.C.P	39 295 660,77		39 295 660,77	65 931 574,08
• Caisse, régies d'avances et accreditifs	48 043,83		48 043,83	45 890,35
<b>TOTAL III</b>	<b>76 636 112,22</b>		<b>76 636 112,22</b>	<b>277 690 342,07</b>
<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	<b>6 891 161 915,10</b>	<b>1 794 310 606,94</b>	<b>5 096 851 308,16</b>	<b>4 897 796 454,34</b>

## Bilan Passif

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

P A S S I F	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
• Capital social	390 000 000,00	390 000 000,00
• Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé capital appelé dont versé.....	390 000 000,00	390 000 000,00
<b>PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT</b>	<b>1 604 062,88</b>	<b>1 604 062,88</b>
<b>ECARTS DE REEVALUATION</b>		
• Réserve légale	39 000 000,00	39 000 000,00
• Autres réserves	1 217 421 809,25	1 062 421 809,25
• Report à nouveau (2)	364 641 501,24	197 552 765,94
• Résultats nets en instance d'affectation (2)		
• Résultat net de l'exercice (2)	871 804 196,10	712 088 735,30
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>2 884 471 569,47</b>	<b>2 402 667 373,37</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</b>	<b>587 070 682,19</b>	<b>665 661 649,48</b>
• Subventions d'investissement	51 583 595,15	10 191 748,55
• Provisions réglementées	535 487 087,04	655 469 900,93
<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>		
• Emprunts obligataires		
• Autres dettes de financement		
<b>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)</b>	<b>115 805 231,78</b>	<b>120 594 541,82</b>
• Provisions pour risques	19 256 892,68	26 337 649,14
• Provisions pour charges	96 548 339,10	94 256 892,68
<b>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)</b>		
• Augmentation des créances immobilisées		
• Diminution des dettes de financement		
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>3 587 347 483,44</b>	<b>3 188 923 564,67</b>
<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>1 371 972 163,33</b>	<b>1 476 772 717,54</b>
• Fournisseurs et comptes rattachés	911 455 149,31	978 822 006,65
• Clients créditeurs, avances et acomptes	153 827 427,88	77 684 387,81
• Personnel	16 653 683,93	18 492 016,73
• Organismes sociaux	10 004 499,28	10 358 631,80
• Etat	278 996 919,07	358 545 908,94
• Comptes d'associés	200 388,46	31 746 236,89
• Autres créanciers	678 868,85	1 123 528,72
• Comptes de régularisation-passif	155 226,55	
<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>	<b>1 226 223,59</b>	<b>326 756,44</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (Eléments circulants) (H)</b>	<b>1 053 472,30</b>	<b>5 622 501,95</b>
<b>TOTAL II (F+G+H)</b>	<b>1 374 251 859,22</b>	<b>1 482 721 975,93</b>
<b>TRESORERIE - PASSIF</b>	<b>135 251 965,50</b>	<b>226 150 913,74</b>
• Crédits d'escompte		
• Crédits de trésorerie		
• Banques de régularisation	135 251 965,50	226 150 913,74
<b>TOTAL III</b>	<b>135 251 965,50</b>	<b>226 150 913,74</b>
<b>TOTAL GENERAL I + II + III</b>	<b>5 096 851 308,16</b>	<b>4 897 796 454,34</b>

(2) Bénéficiaire (+) Déficitaire (-)

## Compte de produits et charges (hors taxes)

EXERCICE DU 01.01.2007 AU 31.12.2007

NATURE	OPERATIONS		EXERCICE	TOTALX DE L'EXERCICE PRECEDENT
	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		
<b>I PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
• Ventes de marchandises (en l'état)	117 281 030,17		117 281 030,17	180 143 722,50
• Ventes de biens et services produits C.A	6 203 218 057,09	6 846 841,90	6 210 064 898,99	5 490 734 838,48
• chiffre d'affaires	6 320 499 087,26	6 846 841,90	6 327 345 929,16	5 670 878 560,98
• Variation de stocks de produits (+)1)	(95 563 645,85)		(95 563 645,85)	356 795 064,18
• Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
• Subventions d'exploitation				
• Autres produits d'exploitation		170 186,00	170 186,00	541 452,01
• Reprises d'exploitation, transferts de charges	42 466 357,92		42 466 357,92	4 881 982,60
<b>TOTAL I</b>	<b>6 267 401 799,33</b>	<b>7 017 027,90</b>	<b>6 274 418 827,23</b>	<b>6 033 097 059,77</b>
<b>II CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
• Achats revendus (2) de marchandises	120 979 940,21		120 979 940,21	192 080 731,82
• Achats consommés (2) de matières et fournitures	4 315 773 674,88	9 261 134,60	4 325 034 809,48	4 213 253 088,14
• Autres charges externes	321 272 820,42	11 160 797,04	332 433 617,46	250 059 586,22
• Impôts et taxes	16 458 495,64	1 003 446,95	17 461 942,59	12 179 900,48
• Charges de personnel	163 730 401,32	(587 844,28)	163 142 557,04	155 093 857,40
• Autres charges d'exploitation	1 120 000,00		1 120 000,00	960 000,00
• Dotations d'exploitation	195 826 546,33		195 826 546,33	224 733 118,68
<b>TOTAL II</b>	<b>5 135 161 878,80</b>	<b>20 837 534,31</b>	<b>5 155 999 413,11</b>	<b>5 048 360 282,74</b>
<b>III RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>			<b>1 118 419 414,12</b>	<b>984 736 777,03</b>
<b>IV PRODUITS FINANCIERS</b>				
• Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
• Gains de change	13 222 809,49	15 506,44	13 238 315,93	34 762 672,50
• Intérêts et autres produits financiers	17 621 250,24	68 100,20	17 689 350,44	7 281 622,88
• Reprises financières, transferts de charges	426 515,35		426 515,35	1 256 674,65
<b>TOTAL IV</b>	<b>31 270 575,08</b>	<b>83 606,64</b>	<b>31 354 181,72</b>	<b>43 300 970,03</b>
<b>V CHARGES FINANCIERES</b>				
• Charges d'intérêts	1 052 009,46	36 666,11	1 088 675,57	1 300 899,78
• Pertes de change	16 673 019,00	176 524,79	16 849 543,79	10 903 260,53
• Autres charges financières				
• Dotations financières	1 226 223,59		1 226 223,59	326 756,44
<b>TOTAL V</b>	<b>18 951 252,05</b>	<b>213 190,90</b>	<b>19 164 442,95</b>	<b>12 530 916,75</b>
<b>VI RESULTAT FINANCIER (IV - V)</b>			<b>12 189 738,77</b>	<b>30 770 053,28</b>
<b>VII RESULTAT COURANT (III + VI)</b>			<b>1 130 609 152,89</b>	<b>1 015 506 830,31</b>

(1) Variations de stocks : Stock final - Stock initial, augmentation (+), diminution (-)

(2) Achats revendus ou consommés : Achats - variation de stocks.

## Compte de produits et charges (hors taxes)

EXERCICE DU 01.01.2007 AU 31.12.2007

NATURE	OPERATIONS		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précé- dents 2		
<b>VII RESULTAT COURANT (reports)</b>			<b>1 130 609 152,89</b>	<b>1 015 506 830,31</b>
<b>VIII PRODUITS NON COURANTS</b>				
• Produits des cessions d'immobilisation	741 000,08		741 000,08	1 464 992,47
• Autres produits non courants	182 362,74	3 488 317,63	3 670 680,37	2 905 153,93
• Reprises sur subventions d'investissement	6 608 153,40		6 608 153,40	1 808 153,40
• Reprises non courantes ; transferts de Charges	209 595 656,24		209 595 656,24	203 153 447,93
<b>TOTAL VIII</b>	<b>217 127 172,46</b>	<b>3 488 317,63</b>	<b>220 615 490,09</b>	<b>209 331 747,73</b>
<b>IX CHARGES NON COURANTES</b>				
• Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	434 037,27		434 037,27	230 308,17
<b>SUBVENTION ACCORDEES</b>				
• Autres charges non courantes	5 971 108,43	571 077,33	6 542 185,76	8 895 686,10
• Dotations non courantes aux amort et aux prov	84 823 532,31		84 823 532,31	199 721 778,67
<b>TOTAL IX</b>	<b>91 228 678,01</b>	<b>571 077,33</b>	<b>91 799 755,34</b>	<b>208 847 772,94</b>
<b>X RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)</b>			<b>128 815 734,75</b>	<b>483 974,79</b>
<b>XI RESULTAT AVANT IMPOTS (VII + X)</b>			<b>1 259 424 887,64</b>	<b>1 015 990 805,10</b>
<b>XII IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>			<b>387 620 691,54</b>	<b>303 902 069,80</b>
<b>XVII RESULTAT NET (XI - XII)</b>			<b>871 804 196,10</b>	<b>712 088 735,30</b>
<b>XIV TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)</b>			<b>6 526 388 499,04</b>	<b>6 285 729 777,53</b>
<b>XV TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)</b>			<b>5 654 584 302,94</b>	<b>5 573 641 042,23</b>
<b>XVI RESULTAT NET</b>			<b>871 804 196,10</b>	<b>712 088 735,30</b>
<b>XIII TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES</b>				

## Tableau de financement de l'exercice

EXERCICE DU 01.01.2007 AU 31.12.2007

I - SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN		EXERCICE A	EXERCICE PRÉCÉDENT B	VARIATION A - B	
M A S S E S				EMPLOIS C	RESSOURCES D
1	FINANCEMENT PERMANENT	3 587 347 483,44	3 188 923 564,67		398 423 918,77
2	MOINS ACTIF IMMOBILISÉ	1 575 622 404,97	1 612 059 465,24		36 437 060,27
3	FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2)	(A) 2 011 725 078,47	1 576 864 099,43		434 860 979,04
4	ACTIF CIRCULANT	3 444 592 790,97	2 947 417 557,89	497 175 233,08	
5	MOINS PASSIF CIRCULANT	1 374 251 859,22	1 422 092 886,79	47 841 027,57	
6	BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4 - 5)	(B) 2 070 340 931,75	1 525 324 671,10	545 016 260,65	
7	TRESORERIE NETTE (ACTIF-PASSIF) A - B	<b>(58 615 853,28)</b>	<b>51 539 428,33</b>		<b>110 155 281,61</b>

## II- EMPLOIS ET RESSOURCES

		EXERCICE		EXERCICE PRÉCÉDENT	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
<b>I - RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)</b>					
• Autofinancement	(A)		539 281 763,99		545 090 666,91
• Capacité d'autofinancement			929 281 763,99		896 090 666,91
• Distributions de bénéfices			390 000 000,00		351 000 000,00
• Cessions et réductions d'immobilisations	(B)		4 286 880,22		6 289 575,47
• Cessions d'immob. incorporelles					
• Cessions d'immob. corporelles			741 000,08		1 433 824,19
• Cessions d'immob. Financières					
• Récupérations sur créances immobilisées			3 545 880,14		4 855 751,28
• Augmentation des capitaux propres et assimilés	(C)		48 000 000,00		
• Augmentation de capital, apports					
• Subventions d'investissement			48 000 000,00		
• Augmentations des dettes de financement (nettes de primes de remboursement)	(D)				
<b>TOTAL I RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)</b>			<b>591 568 644,21</b>		<b>551 380 242,38</b>
<b>II- EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)</b>					
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS	(E)	156 528 362,17		168 360 280,01	
• Acquisitions d'immob. incorp.		769 614,60		1 562 105,07	
• Acquisitions d'immob. corp.		145 758 747,57		117 204 190,44	
• Acquisitions d'immob. financières				32 197 600,00	
• Augment. des créances immob.		10 000 000,00		17 396 384,50	
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES	(F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT	(G)				
EMPLOIS EN NON VALEURS	(H)	<b>179 303,00</b>		<b>7 073 785,87</b>	
<b>TOTAL II - EMPLOIS STABLES (D+E+F+G+H)</b>		<b>156 707 665,17</b>		<b>175 434 065,88</b>	
<b>III- VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT</b>		<b>545 016 260,65</b>		<b>413 506 262,43</b>	
<b>GLOBAL (B.F.G)</b>					
<b>IV - VARIATION DE LA TRESORERIE</b>			<b>110 155 281,61</b>		<b>37 560 085,93</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>701 723 925,82</b>	<b>701 723 925,82</b>	<b>588 940 328,31</b>	<b>588 940 328,31</b>

## Etat des Soldes de Gestion (E.S.G)

EXERCICE DU 01.01.2007 AU 31.12.2007

		31/12/2007	31/12/2006
1	VENTES DE MARCHANDISES (en l'état)	117 281 030,17	180 143 722,50
2	- ACHATS REVENDUS DE MARCHANDISES	120 979 940,21	192 080 731,82
I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	<b>(3 698 910,04)</b>	<b>(11 937 009,32)</b>
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE : (3+4+5)	<b>6 114 501 253,14</b>	<b>5 847 529 902,66</b>
3	• Ventes de biens et services produits	6 210 064 898,99	5 490 734 838,48
4	• Variation stocks de produits	(95 563 645,85)	356 795 064,18
5	• Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
III	- CONSOMMATION DE L'EXERCICE : (6 + 7)	<b>4 657 468 426,94</b>	<b>4 463 312 674,36</b>
6	• Achats consommés de matières et fournitures	4 325 034 809,48	4 213 253 088,14
7	• Autres charges externes	332 433 617,46	250 059 586,22
IV	= VALEUR AJOUTEE (I + II + III)	<b>1 453 333 916,16</b>	<b>1 372 280 218,98</b>
8	+ Subventions d'exploitation		
V	9 - Impôts et taxes	17 461 942,59	12 179 900,48
10	- Charges de personnel	163 142 557,04	155 093 857,40
	= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	<b>1 272 729 416,53</b>	<b>1 205 006 461,10</b>
	= OU INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (IBE)		
11	+ Autres produits d'exploitation	170 186,00	541 452,01
12	- Autres charges d'exploitation	1 120 000,00	960 000,00
13	+ Reprises d'exploitation : transferts de charges	42 466 357,92	4 881 982,60
14	- Dotations d'exploitation	195 826 546,33	224 733 118,68
VI	= RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	<b>1 118 419 414,12</b>	<b>984 736 777,03</b>
VII	+ RESULTAT FINANCIER	<b>12 189 738,77</b>	<b>30 770 053,28</b>
VIII	= RESULTAT COURANT (+ ou -)	<b>1 130 609 152,89</b>	<b>1 015 506 830,31</b>
IX	+ RESULTAT NON COURANT	128 815 734,75	483 974,79
15	- Impôts sur les résultats	<b>387 620 691,54</b>	<b>303 902 069,80</b>
X	= RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	<b>871 804 196,10</b>	<b>712 088 735,30</b>

## II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT

1	• Résultat net de l'exercice		
	- Bénéfice +	871 804 196,10	712 088 735,30
	- Perte -		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	189 271 721,11	190 476 438,57
3	+ Dotations financières (1)		
4	+ Dotations non courantes (1)	84 823 532,31	199 721 778,67
5	- Reprises d'exploitation (2)	7 154,17	
6	- Reprises financières (2)	99 758,91	
7	- Reprises non courantes (2) (3)	216 203 809,64	204 961 601,33
8	- Produits des cessions d'immobilisations	741 000,08	1 464 992,47
9	+ Valeurs nettes d'amort. des imm. cédés	434 037,27	230 308,17
I	<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)</b>	<b>929 281 763,99</b>	<b>896 090 666,91</b>
10	- Distributions de bénéfices	390 000 000,00	351 000 000,00
II	<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>539 281 763,99</b>	<b>545 090 666,91</b>

(1) à l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(2) à l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(3) Y compris reprises sur subventions d'investissement

## Etat des dérogations

AU 31/12/2007

Indication des dérogations	Justification des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

## Etat des changements de méthodes

AU 31/12/2007

Nature des changements	Justification du changement	Influence sur le patrimoine la situation financière et les résultats
I. Changement affectant les méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
II. Changement affectant les règles de présentation	NÉANT	NÉANT

## Tableau des immobilisations autres que financières

Exercice du 01/01/2007 AU 31/12/2007

Nature	Montant Brut Début Exercice	AUGMENTATION			DIMINUTION			Montant Brut Fin Exercice
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
<b>IMMOBILISATION EN NON-VALEURS</b>	<b>11 002 038,75</b>	<b>179 303,00</b>				<b>6 543 407,43</b>		<b>4 637 934,32</b>
- Frais préliminaires	6 543 407,43	179 303,00				6 543 407,43		179 303,00
- Charges à répartir sur plusieurs exercices	4 458 631,32							4 458 631,32
- Primes de remboursement obligations								
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>30 610 027,59</b>	<b>769 614,60</b>		<b>197 125,00</b>				<b>31 576 767,19</b>
- Immobilisation en recherche et développement								
- Brevets, marques, droits et valeurs similaires	23 118 401,10	769 614,60		197 125,00				24 085 140,70
- Fonds commercial	7 491 626,49							7 491 626,49
- Autres immobilisations incorporelles								
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>3 039 096 592,46</b>	<b>149 758 747,57</b>		<b>65 526 190,61</b>	<b>3 077 703,21</b>	<b>1 431 223,87</b>	<b>69 723 315,61</b>	<b>3 180 149 287,95</b>
- Terrains	49 764 024,27	524 918,00					6 269 160,00	44 019 782,27
- Constructions	420 271 136,06	15 466 357,91		19 247 033,83	460 000,00		18 548 435,77	435 976 092,03
- Installations techniques matériel et outillage	2 409 385 537,22	20 662 267,88		29 922 191,74			8 760 408,92	2 451 209 587,92
- Matériel de transport	45 410 579,10			1 048 040,00	2 617 703,21			43 840 915,89
- Mobilier, matériel de bureau et aménagement	25 822 971,04	2 448 347,90		3 384 196,88			675 468,63	30 980 047,19
- Autres immobilisations corporelles	64 934 645,01	1 051 419,64		3 372,50		1 431 223,87	136 817,50	64 421 395,78
- Immobilisations corporelles en cours	23 507 699,76	109 605 436,24		11 921 355,66			35 333 024,79	109 701 466,87

## Tableau des titres de participation

AU 31/12/2007

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
LONGOMETAL ARMATURES		60 346 000,00	96,93%	58 494 100,00	58 494 100,00	31/12/2007	86 579 751,93	11 046 504,55	
<b>TOTAL</b>				<b>58 494 100,00</b>	<b>58 494 100,00</b>		<b>86 579 751,93</b>	<b>11 046 504,55</b>	

## Tableau des provisions

EXERCICE DU 01/01/2007 AU 31/12/2007

NATURE	Montant début Exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin Exercice
		d'exploitation	financière	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	351 526,75				99 758,91			251 767,84
2. Provisions réglementées	655 469 900,93			70 523 532,31			190 506 346,20	535 487 087,04
3. Provisions durables pour risques et charges	120 594 541,82			14 300 000,00			19 089 310,04	115 805 231,78
<b>SOUS TOTAL (A)</b>	<b>776 415 969,50</b>			<b>84 823 532,31</b>		<b>99 758,91</b>	<b>209 595 656,24</b>	<b>651 544 086,66</b>
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	83 620 374,72	6 554 825,22			42 459 203,75			47 715 996,19
5. Autres provisions pour risques et charges	326 756,44		1 226 223,59			326 756,44		1 226 223,59
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
<b>SOUS TOTAL (B)</b>	<b>83 947 131,16</b>	<b>6 554 825,22</b>	<b>1 226 223,59</b>		<b>42 459 203,75</b>	<b>326 756,44</b>		<b>48 942 219,78</b>
<b>TOTAL (A + B)</b>	<b>860 363 100,66</b>	<b>6 554 825,22</b>	<b>1 226 223,59</b>	<b>84 823 532,31</b>	<b>42 459 203,75</b>	<b>426 515,35</b>	<b>209 595 656,24</b>	<b>700 486 306,44</b>

## Tableau des créances

AU 31/12/2007

CRÉANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un AN	Moins d'un AN	Echues et non Recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>								
- Prêts immobilisés	11 382 571,71	11 382 571,71						
- Autres créances financières	35 976 354,56	35 976 354,56						
- Titres de participation	58 494 100,00	58 494 100,00						
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>								
- Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	4 545 734,61		4 545 734,61					
- Clients et comptes rattachés	914 491 422,46		914 491 422,46			403 844,50	40 053 459,83	179 126 987,19
- Personnel	1 896 914,61		1 896 914,61					
- Etat	194 339 658,61		194 339 658,61			194 339 658,61		
- Comptes d'associés	1 001 276 409,28		1 001 276 409,28				1 001 276 409,28	
- Autres débiteurs	50 995 607,60		50 995 607,60			1 220 507,57	40 871 855,00	
- Comptes de régularisation Actif	2 631 559,60		2 631 559,60					

## Tableau des sûretés réelles données ou reçues

AU 31/12/2007

Tiers créanciers ou tiers débiteurs	Montant couvert par la sûreté	Nature 1	Date et lieu D'inscription	Objet 2 3	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
- Sûretés données					
- Sûretés reçues	11 382 571,71	Hypothèque		Hypothèques de 1 <sup>er</sup> rang sur les titres fonciers des logements cédés Hypothèques de 1 <sup>er</sup> rang sur un terrain pour la garantie du risque financier évalué à 10.000.000,00 DH des terrains litigieux cédés à la SNEC	
	10 000 000,00	Hypothèque			
	10 000 000,00	Hypothèque		client	

(1) - Gage : 1 - Hypothèque : 2 - Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)

(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

## Tableau des dettes

AU 31/12/2007

CRÉANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un AN	Moins d'un AN	Echues et non Payées	Montants en devises	Montants vis-à-vis l'Etat et Organismes Publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
<b>DE FINANCEMENT</b>								
- Emprunts obligataires								
- Autres dettes de financements						28 342 297,35		
<b>DU PASSIF CIRCULANT</b>								
- Fournisseurs et comptes rattachés	911 455 149,31		911 455 149,31		USD 22 695 223,07			
					EUR 2 520 168,42			
					GBP 102 063,68			
					SEK 6 178 940,00			
- Clients créditeurs, avances et acomptes	153 827 427,88		153 827 427,88					
- Personnel	16 653 683,93		16 653 683,93					
- Organismes sociaux	10 004 499,28		10 004 499,28					
- Etat	278 996 919,07		278 996 919,07			278 996 919,07		
- Comptes d'associés	200 388,46		200 388,46					
- Autres créanciers	678 868,85		678 868,85					
- Comptes de régularisation Passif	155 226,55							

## Engagements financiers reçus ou donnés hors opérations de crédit - bail

AU 31/12/2007

ENGAGEMENTS DONNÉS	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRECEDENT
<b>AVALS ET CAUTIONS</b>	<b>3 032 000,00</b>	<b>3 993 000,00</b>
<b>AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS</b>		
- CRÉDIT D'ENLEVEMENT	30 000 000,00	30 000 000,00
- CRÉDITS DOCUMENTAIRES & REMISES DOCUMENTAIRES & ESCOMPTE	578 488 000,00	964 503 000,00
- COUVERTURE IMPORTATIONS 2007 ECHEANCE 2008	83.476.667,70 USD	26.246.828,40 USD
- COUVERTURE IMPORTATIONS 2007 ECHEANCE 2008	9.901.258,04 EUR	2.156.224,50 EUR
- ENGAGEMENT DE CESSION DE 15 LOGEMENTS RESTANT A CEDER UNE VALEUR GLOBALE DE	4 640 446,69	2 747 864,07
- ENGAGEMENT DE CESSION DE TERRAIN POUR UNE VALEUR GLOBALE DE	30 629 563,79	32 254 923,79
- ENGAGEMENT DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT :		
<b>AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE (UN GROUPE SCOLAIRE ET 3 LOGEMENTS ECONOMIQUES)</b>		
<b>A LA GENDARMERIE ROYALE (2 LOGEMENTS ECONOMIQUES ET UN LOCAL A USAGE DE BUREAUX ET D'HABITATIONS)</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>646 790 010,48</b>	<b>1 033 498 787,86</b>
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>	<b>MONTANTS EXERCICE</b>	<b>MONTANTS EXERCICE</b>
<b>AVALS ET CAUTIONS</b>		
- CAUTIONS REÇUS DES CLIENTS	421 450 000,00	441 210 000,00
- CAUTIONS REÇUS DES FOURNISSEURS EN MAD	35 886 711,90	32 805 703,71
- CAUTIONS REÇUS DES FOURNISSEURS EN EUR	19 308 415,50	
- CAUTIONS REÇUS DES FOURNISSEURS EN USD	1 883 599,79	
- CAUTIONS REÇUS DES FOURNISSEURS EN SEK	5 197 790,00	
- CAUTIONS REÇUS DES FOURNISSEURS EN GBP	10 330,51	
<b>AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS</b>		
- HYPOTHEQUES DE 1 <sup>er</sup> RANG SUR LES TITRES FONCIERS DES LOGEMENTS CEDES	11 382 571,71	14 914 451,85
- HYPOTHEQUE DE PREMIER RANG SUR UN TERRAIN POUR LA GARANTIE DU RISQUE FINANCIER EVALUE A 10.000.000,00 DH RELATIF AUX TERRAINS LITIGIEUX CEDES A LA SNEC		
<b>HYPOTHEQUE CLIENTS</b>	<b>10 000 000,00</b>	<b>10 000 000,00</b>
<b>TOTAL MAD</b>	<b>478 719 283,61</b>	<b>498 930 155,56</b>
<b>TOTAL DEVICES</b>	<b>26 400 135,80</b>	

RAPPORT GENERAL  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Price Waterhouse  
101, Bd Massira Al Khadra  
20100 Casablanca - Maroc

ERNST &amp; YOUNG

37, Bd. Abdellatif Ben Kaddour  
20100 Casablanca  
Maroc

Aux Actionnaires de la

**SONASID**Twin Center, 18<sup>ème</sup> étage

Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2007

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 11 mai 2005, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Société Sonasid au 31 décembre 2007, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et des charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 3 471 542 252 dont un bénéfice net de DH 871 804 196 sont la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base des sondages, des documents justifiant les montants et les informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

## Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société Sonasid au 31 décembre 2007 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

## Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Casablanca, le 18 mars 2008

Les Commissaires aux Comptes

Price Waterhouse

Mohamed Haddou-Bouazza  
Associé

Ernst &amp; Young

Hicham Belmrah  
Associé

# RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PRICEWATERHOUSECOOPERS 

Price Waterhouse  
101, Bd Massira Al Khadra  
20100 Casablanca - Maroc

 ERNST & YOUNG

37, Bd. Abdellatif Ben Kaddour  
20100 Casablanca  
Maroc

Aux Actionnaires de la

**SONASID**

Twin Center, 18<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

## RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2007

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 11 mai 2005, et en application de la loi 17-95, nous portons à votre connaissance les conventions visées à l'article 56 de cette loi et préalablement autorisées par votre Conseil d'Administration :

### 1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Néant.

### 2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

#### Convention d'assistance permanente avec Arcelor Persebras

La convention conclue le 31 mai 2006 accorde à Arcelor Persebras une rémunération égale à 1% du chiffre d'affaires hors taxes (nette de la retenue à la source), au titre des prestations d'assistance en matière de stratégie générale, commerciale, d'achat et marketing et en matière de ressources humaines. Le montant comptabilisé en charges en 2007 au titre de cette convention s'élève à DH 69,9 millions hors taxes.

#### Convention d'assistance permanente avec la SNI

La convention conclue le 31 mai 2006 prévoit le versement à la SNI d'une rémunération égale à 1% du chiffre d'affaires hors taxes, au titre des prestations d'assistance en matière de stratégie générale, financière, administrative, comptable, juridique et fiscale, ainsi qu'en matière de communication et de ressources humaines. Au cours de l'exercice 2007, le montant de cette prestation s'est élevé à DH 62,9 millions hors taxes.

#### Convention de gestion de trésorerie avec Nouvelles Sidérurgies Industrielles (NSI)

La convention conclue le 31 mai 2006 prévoit la centralisation des opérations de trésorerie dans le but d'optimiser, à la fois recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.

Au cours de l'exercice 2007, la rémunération des comptes courants de SONASID, fixée à 3,62% l'an, a généré des produits pour SONASID pour un montant de DH 15,5 millions hors taxes.

#### Don fondation ONA

Au cours de l'exercice 2007, la Société SONASID a accordé un dont à la Fondation ONA de DH 3,2 millions.

Casablanca, le 18 mars 2008

Les Commissaires aux Comptes

Price Waterhouse



Mohamed Haddou-Bouazza  
Associé

Ernst & Young



Hicham Belmrah  
Associé

## RESOLUTIONS

### Première résolution

L'Assemblée générale, après avoir entendu lecture des rapports du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes, approuve le bilan et les comptes de l'exercice 2007 tels qu'ils sont présentés, se soldant par un bénéfice net comptable de 871.804.196,10 DH. Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

### Deuxième résolution

En conséquence de l'adoption de la résolution ci-dessus, l'Assemblée Générale donne aux administrateurs et aux commissaires aux comptes quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2007.

### Troisième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article 56 de la Loi 17-95, approuve les opérations conclues ou exécutées au cours de l'exercice.

### Quatrième résolution

L'Assemblée Générale approuve l'affectation suivante des résultats :

• Bénéfice net comptable	871.804.196,10 DH
• Réserve spéciale pour investissements	(-) 146.066.142,10 DH
• Report à nouveau sur exercices antérieurs	<u>364.641.501,24 DH</u>
• Solde	1.090.379.555,24 DH
• Dividende	(-) <u>1.088.100.000,00 DH</u>
• Solde	2.279.555,24 DH

Elle décide en conséquence de distribuer un dividende global de 1.088.100.000,00 DH, soit un dividende unitaire de 279 DH par action et d'affecter au compte report à nouveau le solde non distribué soit, 2.279.555,24 DH.

Ce dividende sera mis en paiement selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur, à compter du 16 juin 2008.

### Cinquième résolution

L'Assemblée Générale, usant de la faculté qui lui est donnée par l'article 333 de la loi 17-95, et sur proposition du Conseil d'administration, décide la mise en distribution à titre exceptionnel d'une somme globale de 604.500.000,00 DH prélevée sur les réserves facultatives. Elle arrête le montant de cette distribution exceptionnelle à 155 DH par action. Ce dividende sera mis en paiement selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur, à compter du 16 juin 2008.

### Sixième résolution

L'Assemblée Générale décide d'octroyer aux Administrateurs des jetons de présence au titre de l'exercice comptable 2007 pour un montant brut global de 1.120.000 DH, soit 80.000,00 dirhams par Administrateur.

### Septième résolution

L'Assemblée Générale renouvelle les mandats des commissaires aux comptes :

Cabinet ERNST & YOUNG,

SARL au capital de 2.000.000 de DH  
37, Bd. Abdellatif Ben Kaddour - Casablanca  
représentée par M. Hicham Belmrah

et

la société PRICEWATERHOUSE  
SARL au capital de 2.000.000 de DH  
101, Bd. Al Massira Al Khadra - Casablanca  
représentée par M. Mohamed Haddou Bouazza

pour une période statutaire de trois années, expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31 Décembre 2010.

### Huitième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus plein, entier et définitif de sa gestion d'administrateur à M. Frédéric POIROT.

### Neuvième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus plein, entier et définitif de sa gestion d'administrateur à M. Roland JUNCK.

### Dixième résolution

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de M. Pierre FRENZEL de son poste d'administrateur et lui donne quitus plein, entier et définitif de sa gestion.

### Onzième résolution

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de Mme Elisabeth KAMPA de son poste d'administrateur et lui donne quitus plein, entier et définitif de sa gestion.

### Douzième résolution

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de M. Jean-Yves GILET de son poste d'administrateur.

Le quitus plein, entier et définitif de sa gestion sera soumis au vote de l'Assemblée Générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2008.

### Treizième résolution

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de M. Matthias WELLHAUSEN de son poste d'administrateur.

Le quitus plein, entier et définitif de sa gestion sera soumis au vote de l'Assemblée Générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2008.

### Quatorzième résolution

L'Assemblée Générale ratifie la cooptation en qualité d'administrateur de M. Philippe FIEVEZ. Son mandat viendra à expiration à la date de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

### Quinzième résolution

L'Assemblée Générale ratifie la cooptation en qualité d'administrateur de Mme Evie ROOS. Son mandat viendra à expiration à la date de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

### Seizième résolution

L'Assemblée générale ratifie la cooptation en qualité d'administrateur de M. Richard COMFORT. Son mandat viendra à expiration à la date de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

### Dix-septième résolution

L'Assemblée Générale ratifie la cooptation en qualité d'administrateur de M. Vijay GOYAL. Son mandat viendra à expiration à la date de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

### Dix-huitième résolution

L'Assemblée Générale prend acte que M. Mohamed EL HAMIDI EL KETTANI sera dorénavant le représentant permanent d'ATTIJA-RIWAFI BANK au sein du Conseil d'administration.

### Dix-neuvième résolution

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir les formalités légales.

**DIRECTION GENERALE**

Twin Center  
Tour A • 18<sup>ème</sup> étage  
Angle Bd Zerktouni et Bd Al Massira  
Al Khadra • Casablanca  
Tél. : +212 (0) 22 95 41 00  
Fax : +212 (0) 22 95 86 43

**SITE DE NADOR**

Route nationale n°2 • Km 18  
El Aaroui • BP 551 • Nador  
Tél. : +212 (0) 36 60 95 00  
Fax : +212 (0) 36 60 94 15

**SITE DE JORF LASFAR**

Plateau El Jadida  
BP 856/857 • Jorf Lasfar  
Tél. : +212 (0) 23 38 94 00  
Fax : +212 (0) 23 34 52 39

**PLATEFORME COMMERCIALE CASABLANCA**

Bd Moulay Ismaïl • Route de Rabat  
Aïn Sebâa  
Tél. : +212 (0) 22 67 70 10  
Fax : +212 (0) 22 24 59 15

Contact : Merjem Benzakour  
Responsable Cellule Communication  
Direction Générale  
Tél. : 022 95 41 00 • Fax : 022 95 81 77  
m.benzakour@sonasid.ma

**DIRECTION GENERALE**

Twin Center - Tour A • 18<sup>ème</sup> étage Angle Bd Zerktouni et Bd Al Massira Al Khadra • Casablanca

Tél. : +212 (0) 22 95 41 00 • Fax : +212 (0) 22 95 86 43